

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1992-1993 (*)

14 DÉCEMBRE 1993

Conférence des Organes spécialisés en affaires communautaires (COSAC IX), Bruxelles 22 et 23 novembre 1993

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITE D'AVIS CHARGE DE
QUESTIONS EUROPEENNES (1)

PAR
M. VAN der MAELEN

MESDAMES, MESSIEURS,

La 9^e Conférence des Organes spécialisés en Affaires communautaires (COSAC) a eu lieu à la Chambre des Représentants les lundi 22 et mardi 23 novembre 1993. Cette Conférence est organisée deux fois par an par le Parlement du pays qui assure la présidence de la Communauté européenne. Elle réunit les délégations des commissions parlementaires spécialisées en affaires européennes des pays membres de la Communauté ainsi que le Parlement européen. L'emploi dans la Communauté européenne ainsi que l'immigration étaient les deux thèmes principaux à l'ordre du jour.

(1) Composition du Comité d'Avis :

Président : M. Nothomb.

A. — Chambre des Représentants :	B. — Parlement européen :
C.V.P. MM. De Keersmaecker, Van Peel.	Mme Hermans, M. Marck.
P.S. Mme Lizin, M. Santkin.	Mme Dury, M. Glinne.
V.L.D. M. Kempinaire, Mme Neyts-Uyttebroeck.	M. De Gucht.
S.P. M. Van der Maelen.	MM. Galle, Van Outrive.
P.R.L. M. Ducarme.	Mme André.
P.S.C. Mme de T'Serclaes.	M. Herman.
Ecolo/ Agalev Mme Aelvoet.	M. Lannoye.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1992-1993 (*)

14 DECEMBER 1993

Conferentie van de Commissies voor Europese aangelegenheden (COSAC IX), Brussel 22 en 23 november 1993

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITE VOOR
EUROPESE AANGELEGENHEDEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VAN der MAELEN

DAMES EN HEREN,

Op maandag 22 en dinsdag 23 november 1993 vond in de Kamer van Volksvertegenwoordigers de negende Conferentie van de Commissies voor Europese Aangelegenheden (COSAC) plaats. Die Conferentie wordt tweemaal per jaar georganiseerd door het Parlement van het land dat het Europees voorzitterschap waarneemt. Zij verenigt delegaties van de parlementaire commissies voor de Europese aangelegenheden van de lidstaten van de Gemeenschap en het Europees Parlement. De twee hoofdthema's op de agenda waren de werkgelegenheid en de immigratie in de Europese Gemeenschap.

(1) Samenstelling van het Adviescomité :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Kamer van Volksvertegenwoordigers :	B. — Europees Parlement :
C.V.P. HH. De Keersmaecker, Van Peel.	Mevr. Hermans, H. Marck.
P.S. Mevr. Lizin, H. Santkin.	Mevr. Dury, H. Glinne.
V.L.D. H. Kempinaire, Mevr. Neyts-Uyttebroeck.	H. De Gucht.
S.P. H. Van der Maelen.	HH. Galle, Van Outrive.
P.R.L. H. Ducarme.	Mevr. André.
P.S.C. Mevr. de T'Serclaes.	H. Herman.
Ecolo/ Agalev Mevr. Aelvoet.	H. Lannoye.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

La délégation de la Chambre des Représentants était composée de M. Ch.-F. Nothomb, Président de la Chambre des Représentants et du Comité d'avis chargé de questions européennes, de M. D. Van der Maelen (SP) et de M. D. Ducarme (PRL). Le Sénat était représenté par M. W. Martens (CVP), Président du Comité d'avis chargé de questions européennes, M. M. Stroobant (SP), ainsi que par M. P. Jonckheer (Ecolo-Agalev).

I. Déroulement de la Conférence ⁽¹⁾

1. Allocution d'ouverture ⁽²⁾

Dans son allocution d'ouverture, le Président de la Chambre des Représentants, M. Ch.-F. Nothomb, a souligné l'importance de l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, qui représente la révision la plus fondamentale jamais subie par le Traité de Rome.

Aux termes de la 13^e déclaration annexée au Traité de Maastricht, « il est important d'encourager une plus grande participation des parlements nationaux aux activités de l'Union ».

Le Président de la Chambre a fait remarquer, à cet égard, que si les pouvoirs du Parlement européen avaient été renforcés par l'institution d'une nouvelle procédure de codécision et par l'extension du champ d'application de la procédure de coopération et de l'avis conforme, il n'en demeurerait pas moins qu'il ne jouait pas encore le rôle que joue un Parlement dans chacun de nos pays. Aussi longtemps que le Parlement européen demeurera en position d'infériorité par rapport au Conseil et à la Commission, la résorption du déficit démocratique européen dépendra également de l'attitude et de la volonté des parlements nationaux des états membres de l'Union européenne.

M. Ch.-F. Nothomb a également rappelé que dans son arrêt du 12 octobre dernier, la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe avait souligné que le contrôle essentiel relevait des parlements nationaux qui doivent donner la légitimité démocratique à la politique menée par l'Union européenne.

2. Le livre blanc sur la croissance économique, la compétitivité et l'emploi

M. Pinheiro, membre de la Commission européenne, a ensuite fait un exposé sur le projet de « Livre Blanc sur la stratégie à moyen terme en matière de croissance économique, de compétitivité et de l'emploi dans la CE ». Pour résoudre le problème de l'em-

De afvaardiging van de Kamer van Volksvertegenwoordigers was samengesteld uit de heer Ch.-F. Nothomb, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van het Adviescomité voor Europese aangelegenheden, de heren D. Van der Maelen (SP) en D. Ducarme (PRL). De Senaat was vertegenwoordigd door de heren W. Martens (CVP), Voorzitter van het adviescomité voor Europese aangelegenheden, M. Stroobant (SP) en P. Jonckheer (Ecolo-Agalev).

I. Verloop van de Conferentie ⁽¹⁾

1. Openingsrede ⁽²⁾

In zijn openingsrede heeft de heer Ch.-F. Nothomb, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de nadruk gelegd op het belang van de inwerkingtreding van het Verdrag van Maastricht, die de meest fundamentele herziening is van het Verdrag van Rome.

Volgens de dertiende verklaring gehecht aan het Verdrag van Maastricht, « is het van belang een grotere betrokkenheid van de nationale parlementen bij de werkzaamheden van de Unie te stimuleren ».

In dit verband heeft de Voorzitter van de Kamer erop gewezen dat, hoewel de bevoegdheden van het Europees Parlement toenamen dankzij de uitbreiding van de toepassingsfeer van de samenwerkingsprocedure en van het eensluidend advies, het nog steeds niet de rol speelt die een nationaal Parlement in elk van onze landen vervult. Zolang het Europees Parlement een ondergeschikte rol heeft ten opzichte van de Raad en van de Commissie, zal het wegwerken van het democratisch deficit tevens afhangen van de houding en de bereidwilligheid van de nationale parlementen van de Lid-Staten van de Europese Unie.

De heer Ch.-F. Nothomb heeft er ook aan herinnerd dat het Institutionele Hof van Karlsruhe in zijn arrest van 12 oktober jongstleden, onderstreepte dat de fundamentele controle moet uitgaan van de nationale Parlementen, die de Europese Unie de democratische legitimiteit moeten geven bij de uitvoering van haar beleid.

2. Witboek over de economische groei, de concurrentiekracht en de tewerkstelling

De heer Pinheiro, lid van de Europese Commissie, heeft vervolgens verslag uitgebracht over het ontwerp van Witboek over de strategie op middellange termijn op het stuk van de economische groei, de concurrentiekracht en de tewerkstelling in de EG.

⁽¹⁾ Un compte rendu analytique de la Conférence est également disponible.

⁽²⁾ Le texte intégral de l'allocution d'ouverture est repris à l'annexe I.

⁽¹⁾ Van de Conferentie is eveneens een Beknopt Verslag beschikbaar.

⁽²⁾ De tekst van de openingsrede is *in extenso* opgenomen in bijlage I.

ploi, il faudra créer plus de 20 millions d'emplois en mettant en œuvre de nouvelles politiques structurelles ainsi qu'un processus d'ajustement social avec la collaboration de tous les citoyens de la Communauté.

La Commission propose des solutions à ces problèmes dans son Livre Blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi ainsi que dans son Livre Vert sur la politique sociale. Il faudra modifier les statuts des travailleurs à temps partiel, augmenter la mise à disposition de postes de travail pour les moins qualifiés, améliorer la flexibilité du travail et réintégrer les chômeurs de longue durée dans le circuit du travail. Les fonds structurels sont à cet égard d'une importance fondamentale. Il convient également d'investir dans l'éducation et la formation.

Enfin, il faudra accorder toute l'attention voulue au secteur audiovisuel où les investissements pourraient être très productifs.

Plusieurs orateurs ont souligné le danger d'un déficit social au niveau européen, l'importance de la formation et de l'éducation permanente ainsi que la nécessité de diminuer les charges pesant sur le travail.

3. *L'emploi dans la Communauté européenne*

Dans son exposé sur la politique de l'emploi dans une perspective européenne, le ministre de l'emploi et du travail, Mme M. Smet (CVP) a rappelé que, plus que dans les autres pays de l'OCDE, le chômage était de nature structurelle. En Europe, chaque crise économique a entraîné une augmentation du chômage qui s'est mué en chômage de longue durée, celui-ci étant de plus en plus difficile à éliminer. De plus, la croissance économique au sein de la Communauté européenne est plus pauvre en emplois que celle des Etats-Unis. Alors que ce dernier pays voit son emploi augmenter à partir d'une croissance du PNB de 0,5 %, la Communauté n'enregistre une augmentation de l'emploi qu'à partir d'une croissance du PNB d'au moins 2 %, tandis que le chômage ne commence à diminuer qu'à partir d'une croissance de 3,5 % du PNB. L'une des causes de ce phénomène est la forte création d'emplois à faible productivité aux Etats-Unis alors que l'Europe oriente son activité vers les secteurs à forte productivité et donc à moindre coefficient de travail.

L'Europe est également confrontée à une série de difficultés qui freinent la relance de l'activité économique : achèvement du marché interne, ratification du Traité de Maastricht, unification de l'Allemagne et taux d'intérêts élevés, concurrence des pays d'Europe centrale mais également de l'Amérique du Nord, du Japon, de la Chine et des nouveaux pays industrialisés d'Asie.

Om het probleem van de werkgelegenheid op te lossen moeten meer dan 20 miljoen banen worden geschapen. Nieuwe structurele beleidsmaatregelen moeten worden ten uitvoer gelegd en met de medewerking van alle burgers van de Gemeenschap moet een proces van sociale verandering op gang worden gebracht.

De Commissie heeft oplossingen voor die problemen voorgesteld in haar Witboek over de groei, de concurrentiekracht en de tewerkstelling en in haar Groenboek over het sociaal beleid. Men moet het statuut van de deeltijdse werknemers aanpassen, meer arbeidsplaatsen ter beschikking stellen van de laaggeschoolden, de arbeidsflexibiliteit opvoeren en de langdurig werklozen weer in de officiële arbeidsmarkt inschakelen. De structuurfondsen zullen hierbij van zeer groot belang zijn. Er dient tevens te worden geïnvesteerd in de vorming en de opleiding.

Ten slotte dient de nodige aandacht te worden besteed aan de audiovisuele sector, waar de investeringen zeer productief kunnen zijn.

Verscheidene sprekers hebben de nadruk gelegd op het gevaar van een democratisch deficit op Europees vlak, het belang van de opleiding en de permanente vorming en de noodzaak van een vermindering van de fiscale druk op de arbeid.

3. *Tewerkstelling in de Europese Gemeenschap*

In haar uiteenzetting over de werkgelegenheidssituatie in Europa heeft mevrouw M. Smet (CVP), Minister van Arbeid en Tewerkstelling, eraan herinnerd dat de werkloosheid, meer dan in de andere landen van de OESO, van structurele aard is. In Europa leidde elke economische crisis tot een stijging van de werkloosheid die overging in langdurige werkloosheid, die steeds moeilijker kon worden weggevoerd. Bovendien creëert de economische groei in de Europese Gemeenschap minder werkgelegenheid dan in de Verenigde Staten. Terwijl in de Verenigde Staten de werkgelegenheid toeneemt zodra het BNP met 0,5 % stijgt, registreert men in Europa slechts een verhoging van de werkgelegenheid vanaf het moment dat het BNP met 2 % stijgt en begint de werkloosheid maar te dalen bij een stijging van het BNP met 3,5 %. Een van de oorzaken van dat fenomeen is de sterke creatie van arbeidsplaatsen met een zwakke produktiviteit in de VS, in tegenstelling tot Europa, waar de economische activiteit gericht wordt op sectoren met een sterke produktiviteit, die dus minder arbeidsintensief zijn.

Europa wordt ook geconfronteerd met moeilijkheden die het herstel van de economische activiteit belemmeren : de voltooiing van de interne markt, de ratificatie van het Verdrag van Maastricht, de Duitse eenmaking en de hoge rentevoet, de concurrentie van Centraaleuropese landen maar ook van Noord-Amerika, Japan, China en de nieuwe Aziatische industrielanden.

La Communauté européenne ne sortira de la crise de l'emploi qu'en apportant des réponses appropriées aux quatre questions essentielles que le Président de la Commission, M. J. Delors, pose dans le Livre Blanc :

1. Comment renforcer la compétitivité de l'économie européenne ?
2. Comment faire en sorte que la croissance économique relance l'emploi ?
3. Comment mettre sur pied une politique de formation et d'emploi plus active ?
4. Vers quel modèle économique la Communauté européenne doit-elle évoluer ?

Comment renforcer la compétitivité de l'économie européenne ?

Mme M. Smet a plaidé en faveur du rétablissement d'un climat macro-économique stable, condition nécessaire pour regagner la confiance des sujets économiques. A cette fin, il convient de réaliser l'Union Monétaire européenne en respectant les délais fixés par le Traité de Maastricht, de rétablir la crédibilité du processus de convergence, de terminer l'Uruguay-Round au plus vite et de renforcer l'initiative de croissance d'Edimbourg qui prévoit un rôle spécifique pour la banque européenne d'investissement, le fonds européen d'investissement, le fonds de cohésion et les fonds structurels.

Outre le rétablissement du climat macro-économique, il faut élaborer un plan d'action intégré pour les PME qui sont d'une importance cruciale pour la création d'emplois et la croissance économique (ces trois dernières années, elles ont créé 70 % des nouveaux emplois dans la CE). Lors du dernier Conseil européen de Copenhague, il a été décidé de consacrer 1 milliard d'Ecu (comme mécanisme d'emprunt provisoire de la BEI) pour le renforcement de la compétitivité des PME.

Enfin, dans le cadre de la compétitivité et de la croissance économique, la « Recherche et le Développement » occupe également une place importante.

Comment faire en sorte que la croissance économique relance l'emploi ?

Le problème du chômage est en grande partie dû à des coûts de travail élevés auxquels les entreprises doivent faire face afin d'engager des travailleurs peu qualifiés. Il faut donc diminuer le coût du travail en passant progressivement à des sources de financement alternatives. Différentes pistes sont possibles au niveau européen telles que l'harmonisation de l'imposition des revenus provenant d'investissements financiers et l'instauration d'une taxe sur l'émission de CO² et la consommation d'énergie. Une réduction du coût du travail est d'autant plus bénéfique pour l'emploi lorsqu'elle s'applique aux bas salai-

De Europese Gemeenschap kan enkel uit de werkgelegenheids crisis geraken door een gepast antwoord te geven op de vier essentiële vragen die de heer J. Delors, Voorzitter van de Commissie, in zijn Witboek stelt :

1. Hoe moeten we de competitiviteit van de Europese economie versterken ?
2. Hoe kunnen we ervoor zorgen dat de economische groei tewerkstelling teweeg brengt ?
3. Hoe kunnen we een meer actieve vormings- en tewerkstellingspolitiek tot stand brengen ?
4. Naar welk sociaal model moet de Europese Gemeenschap evolueren ?

Hoe moeten we de competitiviteit van de Europese economie versterken ?

Mevrouw M. Smet heeft gepleit voor het herstel van een stabiel macro-economisch klimaat, een noodzakelijke voorwaarde om het vertrouwen te herwinnen van de economische subjecten. De verwezenlijking van de Europese Monetaire Unie, binnen de termijnen vastgelegd door het Verdrag van Maastricht, is onontbeerlijk. De geloofwaardigheid in het convergentieproces moet worden hersteld, de Uruguay-ronde moet zo snel mogelijk worden voltooid. Het groei-initiatief van Edinburgh dient versterkt te worden; in het kader van dit initiatief werd aan de Europese Investeringsbank, het Europees investeringsfonds, het Cohesiefonds en de Structuurfondsen een specifieke rol toegekend.

Naast het herstel van het macro-economisch klimaat moet ook een geïntegreerd actieplan voor de KMO's worden opgezet. De KMO's zijn van fundamenteel belang voor het scheppen van werkgelegenheid en economische groei (de laatste drie jaar creëerden de KMO's 70 % van de nieuwe banen in de Europese Gemeenschap). Op de Europese Raad van Kopenhagen werd beslist 1 miljard Ecu (als tijdelijk leningsmechanisme van de Europese investeringsbank) uit te trekken voor de versterking van het concurrentievermogen van de KMO's.

Ten slotte neemt, in het kader van de competitiviteit en de economische groei, ook de « research and development » een belangrijke plaats in.

Hoe kunnen wij ervoor zorgen dat de economische groei de werkgelegenheid aanzwengelt ?

Het werkloosheidsprobleem wordt grotendeels veroorzaakt door hoge arbeidskosten die de bedrijven vooral voor de indienstneming van laaggeschoolden moeten betalen. De loonkosten moeten dus omlaag, en daartoe moet geleidelijk aan overgeschakeld worden op alternatieve financieringsbronnen. Diverse denkplaatjes kunnen op Europees vlak worden gevolgd : harmonisatie van de belasting op inkomsten uit financiële investeringen, of nog de invoering van de CO²-taks en een belasting op energieverbruik. Een verlaging van de loonkosten heeft een gunstiger effect op de werkgelegenheid als ze vooral op de lage

res. La modération des salaires peut aussi contribuer à une diminution des coûts salariaux.

Comment mettre sur pied une politique de formation et d'emploi plus active ?

La croissance économique seule ne peut garantir en Europe une création d'emplois suffisante pour endiguer le chômage de manière significative. Il faut donc un marché du travail flexible, couplé à une meilleure répartition du travail. Différentes pistes sont possibles, telles qu'un assouplissement de la fin de la carrière, la création d'emplois tremplins pour les jeunes, l'interruption temporaire de carrière, les emplois à temps partiel sur une base volontaire avec réduction des salaires. Il faut également promouvoir le droit individuel à la formation permanente afin de pouvoir réagir de manière compétitive aux mutations technologiques de l'économie.

Vers quel modèle social la CE doit-elle évoluer ?

Des normes sociales minimales doivent être mises sur pied au niveau communautaire afin d'empêcher une lutte concurrentielle au sein de la CE sur la base des conditions de travail.

Par ailleurs, le protocole social élargit les compétences de la Communauté au niveau social et augmente les possibilités de prendre des décisions à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité. Il renforce également le rôle des partenaires sociaux au niveau européen qui doivent être consultés par la Commission avant l'introduction de propositions en matière de politique sociale.

Enfin, il est nécessaire d'introduire des clauses sociales dans les accords internationaux avec des pays à bas salaire où la protection sociale est de loin inférieure à celle en vigueur dans la CE.

*
* *

Le débat qui a suivi a mis en lumière l'importance des mesures de relance économique classique pour aborder le problème de l'emploi (mesures destinées à favoriser les petites et moyennes entreprises, la recherche et le développement utilisation des fonds structurels — bien que plusieurs participants aient critiqué l'utilisation qu'on en a fait jusqu'à présent — etc.).

Mais le problème fondamental en Europe est que la croissance économique ne garantit plus suffisamment la création d'emplois.

Les solutions peuvent être cherchées dans plusieurs directions :

1. remédier à nos handicaps structurels (réduire le coût du travail, augmenter la flexibilité, etc.) sans toutefois porter atteinte de manière fondamentale au

lonen betrekking heeft. Ook loonmatiging kan tot een daling van de loonkosten bijdragen.

Hoe kan een krachtadiger beleid inzake opleiding en werkgelegenheid worden opgezet ?

Economische groei alleen is onvoldoende om in Europa voldoende werkgelegenheid te scheppen om de werkloosheid op een significante manier terug te dringen. Daarom is een flexibele arbeidsmarkt nodig, gekoppeld aan een betere arbeidsverdeling. Ook hier zijn diverse mogelijkheden : een soepeler systeem van uitgroeibanen, ingroeibanen voor jongeren, loopbaanonderbreking, vrijwillig deeltijds werken met loonvermindering, enz. Het recht voor iedereen op een voortdurende opleiding moet worden bevorderd om op de technologische veranderingen in onze economie te kunnen inspelen.

Hoe zal het toekomstige sociale model voor de EG er uitzien ?

Er moeten Europese sociale minimumnormen uitgewerkt worden om te vermijden dat binnen de EG een concurrentiestrijd losbarst op grond van arbeidsvoorwaarden.

Het sociale protocol geeft de EG ruimere bevoegdheden op sociaal vlak en maakt het mogelijk meer beslissingen met een gekwalificeerde meerderheid te nemen in plaats van met eenparigheid van stemmen. Tevens wordt de rol van de sociale partners op Europees vlak versterkt; zij moeten voortaan door de Commissie geraadpleegd worden over sociale voorstellen.

Ten slotte moeten internationale akkoorden met lage-loonlanden waar de sociale bescherming zwakker is dan in Europa, voortaan sociale clausules bevatten.

*
* *

Tijdens het daaropvolgend debat werd het belang van de klassieke maatregelen voor economisch herstel in het werkgelegenheidsprobleem naar voren geschoven (steunmaatregelen voor kleine en middelgrote ondernemingen, bevordering van onderzoek en ontwikkeling, aanwending van de structuurfondsen — hoewel sommige deelnemers kritiek hadden op de manier waarop tot nu toe van die fondsen gebruik werd gemaakt — enz.).

Het fundamentele probleem van Europa is echter dat de economische groei niet langer voldoende banen kan scheppen.

Hier kan op diverse vlakken naar oplossingen worden gezocht :

1. we moeten onze structurele handicaps (de arbeidskosten verlagen, de flexibiliteit verbeteren, enz.) wegwerken, zonder het Europese sociale model

modèle social européen, sur le maintien duquel un large consensus s'est dégagé.

Dans ce contexte, il y a toute la discussion sur le GATT, la délocalisation, la lutte contre le dumping social et environnemental, etc. La plupart des intervenants ont insisté pour que la Communauté négocie des accords équilibrés avec le reste du monde dans ces domaines;

2. essayer de s'accomoder d'un volume d'emploi réduit (redistribution du travail par une réduction du temps de travail, etc.);

3. la création d'emplois par les autorités publiques.

*
* *

Les véritables dissensions lorsqu'on parle du problème de l'emploi concernent le choix entre ces différentes mesures. Chaque pays membre devra cependant définir ses propres priorités en fonction de sa situation spécifique. Quelles que soient les mesures que l'on prenne pour remédier au chômage, il ne faut pas pour autant remettre en question les critères de convergence du Traité de Maastricht. Au contraire, de nombreux orateurs ont souligné que la réalisation de l'Union économique et monétaire était d'une importance capitale pour résoudre les problèmes économiques de l'Union européenne.

4. *La Présidence belge de la Communauté européenne*

La séance du mardi 23 novembre 1993 a débuté par un exposé du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, M. W. Claes, sur la Présidence belge de la Communauté européenne.

M. W. Claes a rappelé que, suite à la décision de la Cour constitutionnelle allemande, le Traité de Maastricht était entré en vigueur depuis le 1^{er} novembre 1993. En ce qui concerne le deuxième pilier du Traité, à savoir la Politique extérieure et de Sécurité Communes, il a souligné que le Conseil européen extraordinaire du 29 octobre 1993 avait marqué son accord sur la mise en œuvre de cinq actions communes relatives à la stabilité en Europe de l'Est, au processus de démocratisation en Russie et en Afrique du Sud, au processus de paix au Moyen-Orient et au problème yougoslave. En ce qui concerne les négociations du GATT, un Conseil spécial se tiendra le 2 décembre 1993 afin de juger des résultats de la rencontre entre le Commissaire européen L. Brittan et le négociateur américain M. Kantor. Le ministre a ensuite rappelé qu'avant le prochain Conseil européen, qui sera principalement consacré aux problèmes liés à la récession économique (emploi, croissance, com-

evenwel fundamenteel aan te tasten, want er bestaat een brede consensus om dat model te vrijwaren.

De hele discussie rond de GATT, het wegtrekken van bedrijven naar de lage-loonlanden, de strijd tegen de sociale en milieudumping, enz., moeten in deze context gesitueerd worden. De meeste sprekers hebben erop aangedrongen dat de EG op die gebieden tot evenwichtige overeenkomsten met de rest van de wereld komt;

2. we moeten wellicht een beperkt arbeidsvolume leren aanvaarden (herverdeling van het werk door een verkorting van de arbeidstijd, enz.);

3. de overheid moet nieuwe banen scheppen.

*
* *

De echte meningsverschillen over het probleem van de werkgelegenheid duiken op wanneer een keuze gemaakt moet worden tussen die onderscheiden maatregelen. Elke Lid-Staat zal zijn eigen prioriteiten moeten vaststellen, uitgaande van zijn eigen specifieke situatie. Welke maatregelen ook worden genomen om de werkloosheid aan te pakken, de convergentiecriteria van het Verdrag van Maastricht mogen geenszins op de helling worden gezet. Integendeel, tal van sprekers hebben het kapitale belang van de verwezenlijking van de Economische en Monetaire Unie voor het oplossen van de economische problemen van de EG onderstreept.

4. *Het Belgisch EG-Voorzitterschap*

De vergadering van dinsdag 23 november 1993 werd ingezet met een uiteenzetting van de heer W. Claes (SP), vice-premier en minister van Buitenlandse Zaken, over het Belgische EG-voorzitterschap.

De heer W. Claes herinnert eraan dat het Verdrag van Maastricht na de gunstige beslissing van het Duitse constitutionele hof op 1 november 1993 in werking getreden is. In verband met de tweede pijler van het Verdrag, het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid, meldde de heer Claes dat de Buitengewone Europese Raad van 29 oktober 1993 het licht op groen heeft gezet voor vijf gemeenschappelijke acties met betrekking tot de stabiliteit in Oost-Europa, het democratiseringsproces in Rusland en in Zuid-Afrika, het vredesproces in het Midden-Oosten en het Joegoslavische probleem. In verband met de GATT-onderhandelingen wordt op 2 december 1993 een buitengewone vergadering van de Raad belegd om de resultaten van de ontmoeting tussen Europees commissaris L. Brittan en de Amerikaanse onderhandelaar Kantor te evalueren. De minister heeft voorts herhaald dat Boris Jeltsin, president van de Russische republiek, nog voor de vol-

pétitivité), M. B. Eltsine se rendra à Bruxelles afin de finaliser l'accord de partenariat CE — Russie.

En ce qui concerne les aspects institutionnels liés à l'élargissement de la communauté, M. W. Claes a rappelé les décisions des Conseils européens de Lisbonne et de Copenhague, à savoir élargissement dans le cadre institutionnel actuel et finalisation avant le 1^{er} janvier 1995.

L'échange de vues qui a suivi, a porté essentiellement sur l'élargissement de la CE, la politique extérieure commune (situation en ex-Yougoslavie et plan Balladur), la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire ainsi que la transparence du processus de décision communautaire.

Plusieurs participants ont souligné la nécessité d'impliquer les quatre pays candidats à l'adhésion dans les futures négociations en matière institutionnelle. On ne pourra sans doute pas éviter une confrontation entre les grands pays et les petits pays ainsi qu'un débat de fond sur l'avenir idéologique de la CE (approche intergouvernementale et conception fédérale de la construction européenne). M. Claes a rappelé que le gouvernement belge était partisan d'un approfondissement de la Communauté allant de pair avec l'abandon, à terme, de l'approche intergouvernementale (qui implique l'unanimité lors des votes).

En ce qui concerne l'UEM, le ministre a fait observer que l'Europe avait besoin d'une monnaie unique et forte mais qu'il fallait avant tout assurer une convergence des politiques économiques des états membres (article 103 du Traité) et promouvoir une plus grande solidarité au sein de la CE.

Enfin en ce qui concerne le troisième pilier, il n'y a pas encore d'accord sur les frontières extérieures communes et le problème de Gibraltar, source de tensions entre l'Espagne et le Royaume-Uni, n'est pas encore résolu.

5. *Problématique de l'immigration au sein de la CE*

Le deuxième grand thème de la conférence, l'immigration au sein de la CE, a été introduit par M. L. Tobback (SP), ministre de l'Intérieur.

Le ministre a d'abord rappelé les conséquences de l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht sur la politique en matière d'immigration et d'asile politique. Il a ensuite souligné qu'il fallait à tout prix mettre en œuvre une politique commune car la menace la plus dangereuse pour notre système démocratique est la conviction qui règne parmi la population que les gouvernements ont perdu tout contrôle sur les flux des demandeurs d'asile. Il faut donc doter

général la Communauté européenne. La prochaine session de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté européenne à Bruxelles en 1995 sera l'occasion pour la Communauté européenne de discuter de la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire. La prochaine session de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté européenne à Bruxelles en 1995 sera l'occasion pour la Communauté européenne de discuter de la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire.

In verband met de institutionele aspecten gekoppeld aan de uitbreiding van de Gemeenschap herinnerde de heer W. Claes aan de beslissingen van de Europese Raden te Lissabon en te Kopenhagen, namelijk uitbreiding in het huidige institutionele kader en finalisering vóór 1 januari 1995.

De gedachtenwisseling die daarna volgde, ging voornamelijk over de uitbreiding van de EG, het gemeenschappelijk buitenlands beleid (onder andere het plan Balladur en de toestand in ex-Joegoslavië), het realiseren van de Economische en Monetaire Unie en een doorzichtig besluitvormingsproces in de Gemeenschap.

Verscheidene deelnemers onderstreepten de noodzaak de vier kandidaat-Lid-Statens bij de komende institutionele onderhandelingen te betrekken. Een confrontatie tussen de grote en de kleine landen en een debat ten gronde over de ideologische toekomst van de EG is waarschijnlijk onvermijdelijk (intergouvernementele benadering en federale opvatting van de Europese constructie). De heer Claes herinnerde eraan dat de Belgische regering voorstander is van een verdieping van de Gemeenschap en, op termijn, van het afstappen van de intergouvernementele benadering (die eenparigheid bij de stemmingen impliceert).

In verband met de EMU verklaarde de minister dat Europa één sterke munt nodig heeft, maar dat voor alles naar convergentie van het economisch beleid van de Lid-Statens moet worden gestreefd (artikel 103 van het Verdrag); binnen de EG moet ook een grotere solidariteit tot stand komen.

In verband met de derde pijler, ten slotte, is er nog geen akkoord over de gemeenschappelijke buitengrenzen. Het probleem Gibraltar, dat voor spanningen tussen Spanje en Groot-Brittannië zorgt, is nog niet van de baan.

5. *Immigratieproblematiek in de EG*

Het tweede hoofdthema van de conferentie, de immigratie in de EG werd ingeleid door de heer L. Tobback (SP), minister van Binnenlandse Zaken.

De minister herinnerde aan de gevolgen van de inwerkingtreding van het Verdrag van Maastricht voor het beleid inzake immigratie en politiek asiel. Voorts wees hij op de absolute noodzaak van een gemeenschappelijk beleid, omdat de bij de bevolking heersende overtuiging dat de regeringen de controle over de stroom asielzoekers hebben verloren, de grootste dreiging voor ons democratisch bestel vormt. De Gemeenschap moet de instrumenten krij-

la Communauté des instruments qui permettent d'empêcher cette perte de contrôle. La convention sur le droit d'asile doit être d'application le plus rapidement possible et des systèmes de contrôle efficaces doivent être mis sur pied. La réalisation d'un système d'empreintes digitales interchangeables se heurte toutefois à des difficultés.

Lors de l'échange de vues qui a suivi, le ministre a fait observer que le gouvernement belge n'était pas opposé à une communautarisation des matières relevant du troisième pilier. Il a ensuite souligné qu'il n'était pas favorable à l'établissement d'une liste d'états considérés comme étant démocratiques et d'où ne pourraient plus venir des demandeurs d'asile. Il a ensuite évoqué l'intérêt qu'il y aurait à faire une analyse des raisons et des motifs qui poussent différents groupes à demander l'asile dans certains pays et pas dans d'autres. Enfin il a fait observer que les jeunes demandeurs d'asile font bien souvent partie des élites de leurs pays et que ce ne sont pas toujours les plus pauvres et les plus miséreux qui quittent leur pays. En conclusion, M. L. Tobback a également rappelé la nécessité de poursuivre une politique d'aide et de coopération avec les pays en voie de développement afin de mettre un frein aux flux migratoires en provenance de ces pays.

6. Perspectives pour le Conseil européen

M. J.-L. Dehaene (CVP), premier ministre, a ensuite esquissé les perspectives pour le prochain Sommet européen de Bruxelles des 10 et 11 décembre.

Le premier ministre a rappelé la visite que le président russe, M. B. Eltsine, fera à Bruxelles dans le cadre de la signature de l'accord de partenariat C.E.-Russie. Le président Eltsine aura une rencontre informelle le 9 décembre au soir avec les chefs d'états et de gouvernement.

Le premier ministre a souligné que le Conseil européen traitera essentiellement de l'amélioration de la position compétitive de l'Europe par rapport au reste du monde ainsi que du problème de l'emploi. Le Conseil européen mettra notamment en œuvre l'article 103.2 du Traité de Maastricht (grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté) sur base des travaux du Conseil Ecofin du 22 novembre dernier. Il a rappelé que le Conseil européen de Copenhague avait chargé la Commission d'élaborer un Livre Blanc sur la stratégie à moyen terme en matière de compétitivité, de croissance économique et de l'emploi dans la CE et a esquissé les différentes initiatives à prendre pour optimiser le grand marché et créer de nouveaux emplois.

gen om dat controleverlies te verhinderen. De conventie over het asielrecht moet zo vlug mogelijk toepasbaar worden en er moeten doeltreffende controlesystemen komen. De realisatie van een bestand met vingerafdrukken stuit evenwel op moeilijkheden.

Tijdens de daaropvolgende gedachtenwisseling merkte de minister op dat de Belgische regering niet tegen een communautarisering van de materies van de derde pijler is gekant. Hij verklaarde geen voorstander te zijn van een lijst met als democratisch beschouwde landen van waaruit geen asielzoekers meer zouden mogen komen. Vervolgens zei hij dat het interessant zou zijn de redenen en motieven te analyseren waarom verscheidene groepen in sommige landen, en niet in andere, asiel vragen. Hij merkt op dat de jonge asielzoekers vaak tot de elites van hun land behoren en dat het niet altijd de armsten en meest behoeftigen zijn die hun land verlaten. Tot slot herhaalde de heer Tobback eveneens dat het hulp- en samenwerkingsbeleid met de ontwikkelingslanden moet worden voortgezet om de migratiestromen vanuit die landen af te remmen.

6. Vooruitzichten naar de Europese Raad

Ten slotte schetste de heer J.-L. Dehaene (CVP), eerste minister, de vooruitzichten voor de komende Europese Top van 10 en 11 december te Brussel.

De eerste minister herinnerde aan het bezoek dat de Russische president Boris Jeltsin aan Brussel zal brengen in het kader van het partnership-akkoord EG-Rusland. Op de avond van 9 december zal president Jeltsin een informeel gesprek hebben met de Staatshoofden en Regeringsleiders.

De eerste Minister onderstreepte dat de Europese Raad vooral voor de verbetering van het concurrentievermogen van Europa ten opzichte van de rest van de wereld en over de werkgelegenheid zal handelen. De Europese Raad zal namelijk artikel 103.2 van het Verdrag van Maastricht (krachtlijnen van het economisch beleid van de lidstaten en van de Gemeenschap) op basis van de werkzaamheden van de Ecofin-raad van 22 november jongstleden toepassen. Hij herinnerde eraan dat de Europese Raad van Kopenhagen de Commissie heeft belast met het uitwerken van een Witboek over de strategie op halflange termijn inzake concurrentievermogen, economische groei en werkgelegenheid in de EG en heeft de verschillende initiatieven aangekondigd, die moeten genomen worden om de Eenheidsmarkt te realiseren en om nieuwe arbeidsplaatsen te scheppen.

7. Divers

7.1. Demande des commissions des Affaires européennes des parlements hongrois et polonais de participer à la COSAC en tant qu'observateurs

La Conférence ne voit aucune objection à ce que les documents des travaux présents et futurs soient adressés dès à présent aux deux commissions.

Il est toutefois souligné que cette demande a des implications complexes, étant donné que quatre autres pays adhéreront prochainement à l'Union européenne.

Il est proposé que les commissions concernées invitent une délégation de la COSAC afin d'examiner ce problème.

7.2. Echange de vues sur les thèmes qui pourraient être abordés au cours de la prochaine réunion de la COSAC à Athènes

Trois thèmes sont proposés :

- élargissement;
- transparence;
- évaluation du Conseil européen de Bruxelles (10-11 décembre 1993) sur l'emploi et la compétitivité.

Il importe d'inscrire des thèmes d'actualité à l'ordre du jour.

7.3. Transparence de la prise de décision

Un certain nombre de délégations demande que l'on insiste au sein des parlements nationaux, lors de la préparation du Conseil Européen des 10 et 11 décembre à Bruxelles, pour que l'accessibilité des documents et la transparence de la prise de décision de la Commission et des Conseils de ministres soient telles que la participation des parlements, telle que prévue dans la déclaration annexée au Traité de Maastricht sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, puisse être garantie de façon optimale.

II. Analyse du débat sur le thème principal : L'emploi

En vue de préparer la Conférence, les différentes délégations ont apporté leur contribution nationale, qui reflète leur point de vue au sujet de la problématique en question.

Ces informations ont fait l'objet d'un tableau synoptique (voir annexe II) et d'une note de discussion (voir annexe III). Ce tableau a été complété au fil des discussions qui ont eu lieu au cours de la COSAC.

La fréquence des mesures proposées fournit une indication quant aux thèmes qui doivent être abordés en priorité. Ces priorités sont présentées ci-après.

7. Varia

7.1. Verzoek van de Commissie voor Europese aangelegenheden van het Hongaars en Pools Parlement om als observator te kunnen deelnemen aan de COSAC

De Conferentie heeft geen bezwaar dat beide Commissies vanaf nu reeds alle documenten krijgen toegestuurd van deze en toekomstige werkzaamheden.

Er wordt echter gewezen op de complexe implicaties van het verzoek, gelet op het feit dat er weldra 4 andere landen zullen toetreden.

Voorgesteld wordt dat betrokken commissies een COSAC-delegatie uitnodigen om de problematiek te bespreken.

7.2. Gedachtenwisseling over de thema's van de komende COSAC te Athene

Drie mogelijke thema's werden vooropgesteld :

- uitbreiding;
- transparantie;
- evaluatie van de Europese Raad van Brussel (10-11 december 1993) over tewerkstelling en competitiviteit.

Er wordt gewezen op het belang van de inschrijving in de agenda van actuele thema's.

7.3. Transparantie van de besluitvorming

Enkele delegaties in de Conferentie vragen om in de nationale Parlementen, bij de voorbereiding van de Europese Raad op 10 en 11 december 1993 in Brussel, er op aan te dringen dat de toegankelijkheid van documenten en de transparantie van de besluitvorming van de Commissie en de Ministerraden zodanig zal zijn dat de betrokkenheid van de Parlementen, zoals voorzien in de Verklaring bij het Verdrag van Maastricht betreffende de rol van de nationale Parlementen in de Europese Unie, maximaal kan worden gewaarborgd.

II. Analyse van het debat over het hoofdthema : Tewerkstelling

Ter voorbereiding van de Conferentie hebben de verschillende delegaties een nationale bijdrage geleverd waarin hun standpunt in verband met de gestelde problematiek wordt vertolkt.

Deze informatie werd samengebracht in een synoptische tabel (zie bijlage II) en een discussienota (zie bijlage III). Op basis van de discussies tijdens de COSAC werd deze tabel vervolledigd.

De frequentie van de maatregelen die werden voorgesteld geeft een indicatie over de prioriteiten van aan te pakken beleidsaspecten. Zij worden hierna weergegeven.

Priorités telles qu'elles apparaissent dans les contributions nationales ⁽¹⁾

- 1) — Stratégie globale de valorisation des ressources humaines
- 2) — Maîtrise des coûts du travail
 - Renforcement des règles et disciplines du GATT-libre échange
 - Ouverture des marchés communautaires à l'Europe centrale et orientale
 - Plus grande stabilité monétaire
- 3) — Amélioration du climat d'investissement
 - Esprit d'innovation des entreprises et coopération industrielle CE
 - Amélioration des instruments de défense commerciale dans le cadre du GATT
 - Investissement dans les secteurs productifs et d'avenir
 - Aménagement du temps de travail — redistribution du travail disponible
- 4) — Conclusion rapide de l'Uruguay Round
 - Convergence des politiques économiques
 - Création (sans délai) du Fonds d'investissement européen
- 5) — Création d'emplois par le Gouvernement
 - Résoudre les rigidités du côté de l'offre et de la demande du marché du travail (dérégulation, sélectivité dans le système de protection sociale)

*
* *

Le Rapporteur,

D. VAN der MAELEN

Le Président,

Ch.-F. NOTHOMB

Prioriteiten zoals zij blijken uit de nationale bijdragen ⁽¹⁾

- 1) — Algemene strategie voor de waardering van het menselijk potentieel
- 2) — Beheersing van de arbeidskost
 - Uitbreiding van de regels en de disciplines van de GATT-vrijhandel
 - Openstellen van de markten binnen de Unie voor Centraal- en Oost-Europa
 - Grotere muntstabiliteit
- 3) — Verbetering van het investeringsklimaat
 - Bereidheid tot innovering in de ondernemingen en tot industriële samenwerking in de EU
 - Betere instrumenten voor de verdediging van de handelsbelangen binnen het raam van de GATT
 - Investeren in produktieve en toekomstgerichte sectoren
 - Flexibilisering van de arbeidstijd — herverdeling van de beschikbare arbeid
- 4) — Spoedige afronding van de Uruguay-Round
 - Convergentie van de diverse economische beleidsopties
 - Onmiddellijke oprichting van het Europees Investeringsfonds
- 5) — Regeringsinitiatieven ter bevordering van de werkgelegenheid
 - Wegwerken van het gebrek aan flexibiliteit in vraag en aanbod op de arbeidsmarkt (de-regulering, selectievere sociale zekerheid)

*
* *

De Rapporteur,

D. VAN der MAELEN

De Voorzitter,

Ch.-F. NOTHOMB

⁽¹⁾ Seules les rubriques principales sont reprises. Elles doivent être interprétées sur base des différentes sous-rubriques mentionnées dans le tableau synoptique.

⁽¹⁾ Enkel de hoofdrubrieken worden weergegeven. Zij dienen echter geïnterpreteerd zoals omschreven met de verscheidene sub-categorieën vermeld in de synoptische tabel.

ANNEXE I

Neuvième COSAC

**Conférences des organes spécialisés en
affaires communautaires
Allocution de M. CH.-F. Nothomb,
Président de la Chambre des représentants
de Belgique
22 novembre 1993**

« M. Le Commissaire européen,

Chers Collègues,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous accueille aujourd'hui à la Chambre des Représentants dans le cadre de la neuvième Conférence des Organes spécialisés en Affaires communautaires.

Je voudrais tout d'abord remercier mes collègues, membres de la Troïka, avec lesquels nous avons pu préparer de manière efficace cette neuvième édition de la COSAC.

Le projet d'ordre du jour qui vous est soumis ainsi que la méthodologie suivie rencontrent, je l'espère, les souhaits exprimés par la plupart des délégations lors de la dernière réunion de la COSAC à Copenhague au mois de mai 1993.

Ainsi, dans quelques instants, nous entendrons d'abord un exposé, suivi d'un échange de vues, de M. Pinheiro, membre de la Commission européenne sur le projet de « *Livre Blanc sur la stratégie à moyen terme en matière de croissance économique, de compétitivité et de l'emploi dans la Communauté européenne* ». Nous écouterons ensuite Mme M. Smet, Ministre de l'Emploi et du Travail, sur notre thème de ce jour « *L'Emploi dans la Communauté européenne* ». Demain matin, après un échange de vues sur la présidence belge avec M. W. Claes, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, nous aborderons notre deuxième thème, l'immigration au sein de la Communauté européenne. Le débat sera introduit par le ministre belge de l'intérieur, M. L. Tobback. Enfin, le Premier Ministre, M. J.-L. Dehaene, nous présentera les perspectives pour le prochain Sommet européen de Bruxelles.

Les différentes délégations ont fourni des excellentes contributions sur les deux thèmes à l'ordre du jour de cette conférence. Sur base de leurs contributions nous avons élaboré un document de travail reprenant, sous forme de tableau synoptique, les différentes mesures proposées en matière d'emploi et d'immigration. Une note de travail a également été rédigée dans le but de synthétiser les idées-force des différentes contributions. Ces documents vous ont été communiqués afin de préparer nos travaux de manière convergente et pourraient servir de base à nos discussions.

Cette neuvième édition de la COSAC a lieu à un moment particulièrement important pour la construction européenne. Le Traité de Maastricht, qui représente la révision la plus fondamentale jamais subie par le Traité de Rome depuis sa signature, est entré en vigueur depuis le 1^{er} novembre dernier. Nous avons donc été amenés à ajou-

BIJLAGE I

Negende COSAC

**Conferentie van de Commissies voor
Europese aangelegenheden
Toespraak van de heer CH.-F. Nothomb,
Voorzitter van de Belgische Kamer van
volksvertegenwoordigers
22 november 1993**

« Mijnheer de Europese Commissaris,

Geachte Collega's,

Dames en Heren,

Ik ben zeer verheugd u hier vandaag in de Kamer van volksvertegenwoordigers te mogen verwelkomen in het kader van de negende Conferentie van de Commissies voor Europese aangelegenheden.

Allereerst richt ik een woord van dank tot mijn collega's, leden van de trojka, met wie wij deze negende uitgave van de COSAC op efficiënte wijze hebben kunnen voorbereiden.

Ik hoop dat de voorgelegde ontwerp-agenda en de aanpak waarvoor werd gekozen overeenstemmen met de wensen die de meeste delegaties tijdens de vorige vergadering van de COSAC in mei 1993 in Kopenhagen kenbaar hadden gemaakt.

Zo dadelijk zal de heer Pinheiro, lid van de Europese Commissie, een uiteenzetting geven over het ontwerp voor het « *Witboek betreffende de strategie op middellange termijn inzake economische groei, concurrentievermogen en werkgelegenheid in de Europese Gemeenschap* » waarop een gedachtenwisseling kan plaatsvinden. Vervolgens zal mevrouw M. Smet, minister van Tewerkstelling en Arbeid, een toespraak houden over het thema van vandaag, « *Werkgelegenheid in de Europese Unie* ». Morgenochtend zal eerst met de heer W. Claes, vice eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken van gedachten worden gewisseld over het Belgische voorzitterschap. Daarna komt het tweede thema van onze conferentie aan de orde, met name de immigratie binnen de Europese Unie. Dit debat zal worden ingeleid door de Belgische minister van Binnenlandse Zaken, de heer L. Tobback. Tot slot zal de Eerste minister, de heer J.-L. Dehaene, ons de vooruitzichten voor de volgende Europese Raad te Brussel ontvouwen.

De verschillende delegaties hebben uitstekende bijdragen geleverd over de twee thema's van deze conferentie. Aan de hand van hun bijdragen hebben wij een werkdocument opgesteld, waarin de verschillende voorstellen voor maatregelen inzake werkgelegenheid en immigratie in de vorm van een synoptische tabel zijn opgenomen. Om een samenhangende voorbereiding van onze werkzaamheden mogelijk te maken werden de documenten er bezorgd; ze kunnen dienen als uitgangspunt voor ons debat.

Deze negende zitting van de COSAC heeft plaats op een voor de Europese wording zeer belangrijk ogenblik. Het Verdrag van Maastricht, de meest diepgaande wijziging van het Verdrag van Rome, is op 1 november jongstleden in werking getreden. Wij hebben dan ook aan de ontwerp-agenda een informele gedachtenwisseling over de aan dat

ter au projet d'ordre du jour un échange de vues informel sur les déclarations du Traité relatives au rôle des parlements nationaux. Aux termes de la 13^e déclaration annexée au Traité sur l'Union européenne, « *il est important d'encourager une plus grande participation des parlements nationaux aux activités de l'Union* ». A cet égard il me paraît réjouissant de constater que cette position de la Conférence des représentants des Etats membres a été reprise par le Conseil européen, qui, tant lors du Sommet de Birmingham que lors du Sommet d'Edimbourg, a mis en avant le rôle accru que doivent jouer les parlements nationaux en les associant plus étroitement aux activités de la Communauté.

Notre ordre du jour étant particulièrement chargé, je vous propose donc de débattre de ce sujet lors du déjeuner qui aura lieu demain midi à l'issue de la conférence.

Si nous ne pouvons que nous réjouir de l'entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne, qui renforce la Communauté, il nous faut néanmoins être conscients du fait que l'Europe reste une union d'états et que les parlements nationaux demeurent souverains. Si les pouvoirs du Parlement européen ont été renforcés par l'institution d'une nouvelle procédure de codécision et par l'extension du champ d'application de la procédure de coopération et de l'avis conforme, il n'en demeure pas moins qu'il ne joue pas encore le rôle que joue un Parlement dans chacun de nos pays. Aussi longtemps que le Parlement européen demeurera en position d'infériorité par rapport au Conseil et à la Commission, la résorption du déficit démocratique européen dépendra de l'attitude et de la volonté des parlements nationaux des états membres de l'Union européenne.

A cet égard, il me semble important de souligner que ce n'est pas seulement dans les deuxième et troisième piliers du Traité de Maastricht, à savoir le titre V « Politique extérieure et de sécurité commune » et le titre VI « Coopération dans le domaine judiciaire et les affaires intérieures », que réside l'essentiel du déficit démocratique. Ces deux nouveaux piliers ont d'ailleurs été expressément situés hors des communautés par le Traité et relèvent du domaine intergouvernemental. C'est précisément dans les matières communautaires propres, dans lesquelles le Conseil agit comme législateur, et qui échappent à tout contrôle à priori des parlements nationaux qu'il convient de renforcer le contrôle parlementaire en attendant un accroissement sensible du rôle dévolu au Parlement européen.

Le Traité de Maastricht n'a donc pas permis de combler le déficit démocratique. Etant donné qu'il ne faut pas s'attendre, à court terme, à un renforcement du pouvoir de contrôle du Parlement européen, il importe donc de renforcer le contrôle des parlements nationaux.

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a souligné, dans son arrêt du 12 octobre dernier, que le contrôle essentiel relève des parlements nationaux qui doivent donner la légitimité démocratique à l'exercice de tâches souveraines par l'Union européenne.

Verdrag gehechte verklaring betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie toegevoegd. Overeenkomstig de dertiende verklaring bij het Verdrag betreffende de Europese Unie « *is het van belang een grotere betrokkenheid van de nationale parlementen bij de werkzaamheden van de Unie te stimuleren* ». In dat verband verheugt het mij te kunnen constateren dat dit standpunt van de Conferentie van vertegenwoordigers van de Lid-Staten door de Europese Raad werd overgenomen. De Europese Raad van Birmingham en Edinburgh heeft de klemtoon gelegd op de uitbreiding van de taak van de nationale parlementen door ze nauwer bij de werkzaamheden van de Europese Unie te betrekken.

Gelet op onze bijzonder drukke agenda, stel ik u dan ook voor dit onderwerp te bespreken tijdens de lunch die morgenmiddag na afloop van de conferentie wordt aangeboden.

Ofschoon de inwerkingtreding van het Verdrag betreffende de Europese Unie een verheugend feit is, waaruit Europa versterkt naar voren treedt, moeten wij ons ervan bewust zijn dat Europa nog steeds een unie van staten is en dat de nationale parlementen hun soevereiniteit behouden. De bevoegdheden van het Europese Parlement zijn weliswaar door de instelling van een nieuwe medebeslissingsprocedure alsmede door de uitbreiding van het toepassingsgebied van de samenwerkings- en de instemmingsprocedure versterkt. Dat neemt evenwel niet weg dat het Europese Parlement vooralsnog niet de rol van de parlementen in ieder van onze landen vervult. Zolang het Europese Parlement ten aanzien van de Raad en de Commissie een ondergeschikte positie bekleedt, hangt de werking van het democratisch tekort af van de houding die de nationale parlementen van de Lid-Staten van de Europese Unie innemen en de vastberadenheid waarvan zij blijk geven.

In dit verband lijkt het mij van belang te beklemtonen dat het democratisch tekort niet alleen de tweede en de derde pijler van het Verdrag van Maastricht betreft, te weten Titel V « Bepalingen betreffende een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid » en Titel VI « Bepalingen betreffende de samenwerking op het gebied van justitie en binnenlandse zaken ». Deze twee nieuwe pijlers zijn overigens uitdrukkelijk buiten het kader van het Verdrag geplaatst en vallen binnen het intergouvernementele kader. Het is precies op het stuk van de eigenlijke Gemeenschapsbevoegdheden dat de Raad als wetgever optreedt; het is dit domein dat aan de voorafgaande controle van de nationale parlementen ontsnapt en het is derhalve wenselijk dat de parlementaire terzake wordt versterkt in afwachting van een aanzienlijke uitbreiding van de rol van het Europese Parlement.

Het Verdrag van Maastricht heeft het democratisch tekort dus niet uit de weg kunnen ruimen. Aangezien het niet binnen de verwachtingen ligt dat de controlebevoegdheid van het Europese Parlement op korte termijn wordt uitgebreid, is het zaak dat de door de nationale parlementen uitgeoefende controle wordt versterkt.

Het Grondwettelijk Hof in Karlsruhe heeft in zijn op 12 oktober jongstleden gewezen arrest benadrukt dat de controle in wezen de nationale parlementen toekomt, die de uitoefening door de Europese Unie van tot de soevereiniteit behorende taken democratische legitimiteit moeten verschaffen.

ANNEXE II
TABLEAU SYNOPTIQUE

BIJLAGE II
SYNOPTISCHE TABEL

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
1. COMPETITIVITE DES ENTREPRISES. — CONCURRENTIEVERMOGEN VAN DE ONDERNEMINGEN.						
— Maitrise des coûts sociaux. — <i>Beheersen van de sociale uitgaven</i>	X	X	X			X
— ↓ impact des charges sociales sur le coût du travail notamment pour les salaires les plus bas. — <i>vermindere van de weerslag van de sociale lasten op de kosten van de arbeid, inzonderheid voor de laagste lonen</i>	X					X
— exclusion du coût des charges sociales tous les éléments financés par le biais des cotisations qui n'ont pas de lien direct avec la sécurité sociale (subventions du coût de travail aux entreprises). — <i>uitsluiten uit de kosten voor de sociale lasten van alle elementen die gefinancierd worden met bijdragen die geen directe band met de sociale zekerheid hebben (subsidies voor de arbeidskosten van de ondernemingen)</i>						
— Climat d'investissement. — <i>Investeringsklimaat</i>	X	X				X
— baisse des taux d'intérêt. — <i>daling van de rentevoeten</i>		X			X	X
— ↓ des charges des entreprises. — <i>↓ lasten van de ondernemingen</i>		X	X			X
— Définition d'une véritable politique industrielle communautaire. — <i>Definiëren van een echt communautair industriebeleid</i>						
— ↓ règles de concurrence « ultra libérale ». — <i>↓ « ultra-libérale » concurrentieregels</i>						X
— Plus grande spécialisation. — <i>Grotere specialisatie</i>						X
— Esprit d'innovation des entreprises (recherche et développement, diffusion des nouvelles technologies) et coopération industrielle au niveau CE (voir e.a. facilités fiscales) / commercialisation. — <i>Bereidheid tot innovering van de ondernemingen (onderzoek en ontwikkeling, verspreiding van nieuwe technologieën) en industriële samenwerking op EU-niveau (zie onder andere fiscale voordelen) / commercialisering</i>	X		X			
— Qualification plus élevée du chef d'entreprise et des cadres. — <i>Grotere bekwaamheid van bedrijfsleider en kaderpersoneel</i>						
— Organisation et qualité du travail dans l'entreprise. — <i>Organisatie en kwaliteit van de arbeid in de onderneming</i>						
— Paix sociale. — <i>Sociale vrede</i>			X		X	

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
— Les fonds structurels doivent contribuer à la compétitivité des entreprises / augmenter les moyens. — <i>Structuurfondsen moeten bijdragen tot het concurrentievermogen van de ondernemingen / middelen opvoeren</i>	X					
— Création de conditions favorables aux PME. — <i>Scheppen van gunstige voorwaarden voor KMO's</i>			X		X	
— Réduction de la TVA pour des services « labour-intensive ». — <i>Laager BTW-tarief voor arbeidsintensieve diensten</i>						
— Recours accru aux taxes environnementales (pour réduire les charges sociales). — <i>Meer milieubelastingen heffen (om sociale lasten te verminderen)</i>	X		X			
— Faire correspondre plus étroitement le coût salarial avec la productivité / avec croissance économique. — <i>Loonkosten strikter doen overeenstemmen met produktiviteit / met economische groei</i>	X		X			
— Rendre le travail plus attractif dans les segments les plus bas du marché du travail (réduire le minimum). — <i>Arbeid aantrekkelijker maken in de laagste geledingen van de arbeidsmarkt (bestaansminimum verlagen)</i>						X
— Dérégulation du marché du travail : — <i>Deregulering van de arbeidsmarkt</i>						
— libéralisation de la réglementation en matière de licenciement. — <i>liberaliseren van de regelgeving inzake ontslag</i>						
— résorption du réseau étroit de réglementations étouffantes et d'obstacles administratifs. — <i>wegwerken van het verstikkend kluwen van regelgevingen en van de administratieve hindernissen</i>		X	X			
— Allègement de la charge fiscale des entreprises (taxes sur les bénéfices) afin de favoriser les investissements + harmonisation fiscale). — <i>Verlichten van de fiscale lasten van de ondernemingen (winstbelasting) om investeringen te bevorderen (+ fiscale harmonisering)</i>		X	X			
— Structure trop intra-communautaire des exportations. — <i>Uitvoer te intra-communautair gericht</i>			X			
— Sensibilisation des citoyens au problème de compétitivité. — <i>Sensibilisering van de burgers voor het concurrentieprobleem</i>					X	
— Répartition équitable des profits. — <i>Billijke verdeling van de winsten</i>					X	
— Mesures contre délocalisation. — <i>Maatregelen ter bestrijding van de localisatie naar buitenland</i>	X					X

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
2. RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES. — BUITENLANDSE HANDELSBETREKKINGEN.						
— Conclusion rapide de l'Uruguay Round. — <i>Spoedige afronding van de Uruguay-Round</i>	X	X	X		X	X
— Création d'une Organisation Mondiale du Commerce. — <i>Oprichting van een Wereldhandelsorganisatie</i>						X
— Renforcement des règles et disciplines du GATT-libre échange. — <i>Uitbreiding van de regels en de disciplines van de GATT-vrijhandel</i> ..	X	X	X		X	X
— Création conditions du bon fonctionnement du marché. — <i>Gunstige omstandigheden creëren voor een goede werking van de markt</i> ...			X			
— Elargissement de la CE (1995) afin d'agrandir (Finlande, Norvège, Autriche et Suède) le marché. — <i>Uitbreiding van de EU (1995) om de markt te vergroten (Finland, Noorwegen, Oostenrijk en Zweden)</i>						
— Suppression des pratiques unilatérales et renforcement du multilatéralisme. — <i>Afschaffing van unilaterale praktijken en uitbreiding van het multilateralisme</i>	X					X
— Amélioration des instruments de défense commerciale. — <i>De instrumenten ter verdediging van de handel verbeteren</i>	X	X				X
— renforcement des moyens techniques et humains de défense. — <i>uitbreiding van verdedigingstechnieken (technische en menselijke)</i>						X
— antidumping. — <i>antidumping</i>	X	X				
— mesures de sauvegarde. — <i>vrijwaringsmaatregelen</i>						X
— lutte contre les malfaçons. — <i>bestrijding van namaak</i>						
— politique de concurrence. — <i>concurrentiebeleid</i>		X				
— Défense des aspects sociaux. — <i>Verdediging van sociale aspecten</i> ..				X		X
— Protection de l'environnement. — <i>Milieubescherming</i>		X	X			
— Politique commerciale communautaire. — <i>Gemeenschappelijk handelsbeleid</i>						
— système de préférence communautaire. — <i>EU-stelsel van bevoorrechte handelspartners</i>						X
— Reconsidération des règles du commerce international pour favoriser une logique de développement de blocs cohérents et autonomes. — <i>De regels inzake de internationale handel herzien om de logische ontwikkeling van coherente en autonome blokken te bevorderen</i>						X

Irlande <i>Ierland</i>	Italie <i>Italia</i>	Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Pays-Bas <i>Nederland</i>	Portugal <i>Portugal</i>	Royaume Uni <i>Verenigd Koninkrijk</i>	Parlement européen <i>Europees Parlement</i>	Fréquence <i>Frequentie</i>	Priorité <i>Prioriteit</i>
X					X		7	4
		X					2	9
X		X	X	X			9	2
			X				2	9
			X		X		2	9
		X	X		X		5	6
X		X		X			8	3
		X	X					
		X						
	X	X	X					
		X		X	X		5	6
X		X	X				5	6
							1	
							1	

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
— Ouverture des marchés communautaires à l'Europe centrale et orientale + reconversion vers une économie de marché. — <i>De EU-markten openstellen voor Centraal en Oost-Europa + omschakelen naar markteconomie</i>	X	X	X			X
— Mise en conformité des législations nationales. — <i>De nationale wetgevingen op elkaar afstemmen</i>						X (SF)
— Exclusion des accords commerciaux, des pays qui ne respectent pas les « normes sociales minimales ». — <i>Landen die de « sociale minimumnormen » niet respecteren uitsluiten van de handelsakkoorden</i>						
— Rôle des pays en voie de développement (réciprocité). — <i>De rol van de ontwikkelingslanden (wederkerigheid)</i>						
— Défense de la culture européenne (dans le secteur audiovisuel). — <i>Verdediging van de Europese cultuur (in de audiovisuele sector)</i>						X
3. PROBLEMES DE LA CROISSANCE. — PROBLEMEN VAN DE GROEI.						
— Plus grande stabilité monétaire. — <i>Grotere muntstabiliteit</i>	X	X	X			X
— réalisation rapide de l'UEM. — <i>snelle realisatie EMU</i>						X
— création de la monnaie unique. — <i>creatie eenheidsmunt</i>			X			X
— respect des modalités inscrites dans le Traité sur l'Union européenne. — <i>naleven van de richtsnoeren opgenomen in het Verdrag betreffende de Europese Unie</i>			X			
— Levée des critères de déficit et d'endettement publics retenus par l'UEM. — <i>Opheffen van de criteria betreffende tekort en schuldenlast van de overheid geldend voor EMU</i>						X
— Convergence des politiques économiques. — <i>Convergentie van de economische beleidsvormen</i>	X		X			X
— Gel des salaires de la fonction publique. — <i>Bevriezen van de ambtenarensalarissen</i>						X
— Grand emprunt public. — <i>Grote overheidslening</i>						X
— plan de relance du bâtiment et des travaux publics. — <i>relanceplan voor bouw en openbare werken</i>						X
— plan d'aide aux agriculteurs. — <i>plan voor bijstand aan landbouwers</i>						X
— mesures en faveur des entreprises et de l'emploi. — <i>maatregelen ten gunste van de ondernemingen en de werkgelegenheid</i>						X

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
— Allègement de l'impôt sur le revenu (-> stimuler la demande des ménages). — <i>Vermindering van de inkomstenbelasting (-> stimuleren van de vraag van de gezinnen)</i>						X
— Privatisation d'entreprises. — <i>Privatiseren van ondernemingen ..</i>						X
— Investissements publics axés sur l'éducation, la formation, la recherche et le développement ⁽¹⁾ , les infrastructures et les télécommunications ⁽²⁾ , transports publics (renforcement des dépenses d'investissement au lieu des dépenses de transfert), pour renforcer les structures économiques (entre autres réseau de transport européen) (favoriser des investissements dans les secteurs productifs). — <i>Openbare investeringen gericht op onderwijs, opleiding, onderzoek en ontwikkeling ⁽¹⁾, infrastructuur en telecommunicatie ⁽²⁾, openbaar vervoer (opvoeren van investeringsuitgaven in plaats van transferuitgaven) om de economische structuren te versterken (onder andere Europees transportnet) (bevorderen van investeringen in produktieve sectoren)</i>	X		X			X
— Mesures de croissance orientées vers un développement durable (tenant compte de l'environnement) (from labour taxes to eco taxes) et harmonieux (cohésion sociale). — <i>Groeimaatregelen gericht op duurzame ontwikkeling (rekening houdend met milieu) (from labour taxes to eco taxes) en harmonieuze ontwikkeling (sociale samenhang)</i>	X	X			X	
— Réalisation du marché intérieur = condition essentielle pour la relance économique. — <i>Totstandbrengen van de interne markt = wezenlijke voorwaarde voor economische opleving</i>			X			
— Création d'un Fonds européen d'investissement avec participation de la BEI (= exécution de la décision d'investissement au Sommet de Copenhague). — <i>Oprichting van een Europees Investeringsfonds met medewerking van EIB (= uitvoering van investeringsbeslissing van Top Kopenhagen)</i>	X		X	X		
— Mesures fiscales au niveau de la CE, pour neutraliser l'impact sur les budgets nationaux — harmonisation des outils fiscaux. — <i>Fiscale maatregelen op niveau EU om weerslag op nationale begrotingen te neutraliseren — harmoniseren van fiscale instrumenten</i>	X					

⁽¹⁾ Par exemple en matière de technologie de l'environnement.

⁽²⁾ + secteur audiovisuel

Irlande <i>Ierland</i>	Italie <i>Italië</i>	Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Pays-Bas <i>Nederland</i>	Portugal <i>Portugal</i>	Royaume Uni <i>Verenigd Koninkrijk</i>	Parlement européen <i>Europees Parlement</i>	Fréquence <i>Frequentie</i>	Priorité <i>Prioriteit</i>
			X				2 1	9
	X	X	X		X	X	8	3
			X				4	7
			X		X		3	8
	X			X	X	X	7	4
	X						2	9

⁽¹⁾ Bijvoorbeeld op het stuk van de milieutechnologie.

⁽²⁾ + audiovisuele sector.

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
— Assouplissement des critères de convergence. — <i>Versoepeling convergentiecriteria</i>		X				
— Ne pas baisser la productivité pour accroître l'emploi. — <i>Productiviteit niet doen dalen om werkgelegenheid te doen toenemen</i>						
4. MODELE SOCIAL EUROPEEN. — EUROPEES SOCIAAL MODEL.						
— Stratégie globale de valorisation des ressources humaines (création d'emploi lors du retour de la croissance). — <i>Algemene strategie voor herwaardering personeel (scheppen van banen bij herstel groei)</i>	X	X	X	X		X
— meilleure formation de la main d'œuvre (continue et obligatoire) - recyclage. — <i>betere opleiding van arbeidskrachten (continu en verplicht) - bijscholing</i>	X	X				
— système éducatif plus ouvert et flexible. — <i>opener en soepeler opleidingsstelsel</i>						
— dialogue social. — <i>sociale dialoog</i>					X	
— Aménagement du temps de travail						
- Redistribution du travail disponible. — <i>Indeling arbeidstijd</i>						
- <i>Herverdeling van beschikbare arbeid</i>	X	X	X			X
— temps partiel (↓ durée du travail). — <i>deeltijds werken (↓ arbeidsduur)</i>						
— moins d'heures supplémentaires. — <i>minder overuren</i>						
— carrière à la carte. — <i>loopbaan « à la carte »</i>						
— réduction des semaines de travail à 32 heures. — <i>verkorting van werkweek tot 32 uur</i>	X	X	X			
— Faciliter la création d'emplois. — <i>Bevorderen van werkverschaffing</i>						
- de service. — <i>in dienstensector</i>						X
- de proximité. — <i>in eigen streek</i>						X
- dans le secteur de l'environnement. — <i>in milieusector</i>			X			X
- dans le secteur du bien-être. — <i>in welzijnssector</i>	X	X				
— Chercher de nouvelles voies pour l'insertion des jeunes. — <i>Nieuwe wegen voor inpassing jongeren</i>						X
— Maintien du lien entre le chômeur de longue durée et le marché de l'emploi. — <i>Behoud van band tussen langdurig werkloze en arbeidsmarkt</i>		X	X			X
— Gestion anticipative des changements technologiques. — <i>Anticipatief management van technologische veranderingen</i>		X	X			
- Politique industrielle axée davantage sur le développement de produits de technologie avancée. — <i>Industrieel beleid</i>						

Irlande <i>Ierland</i>	Italie <i>Italië</i>	Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Pays-Bas <i>Nederland</i>	Portugal <i>Portugal</i>	Royaume Uni <i>Verenigd Koninkrijk</i>	Parlement européen <i>Europees Parlement</i>	Fréquence <i>Frequentie</i>	Priorité <i>Prioriteit</i>
							1	
						X	1	
X		X	X		X		10	1
X			X		X			
					X			
X	X	X	X				8	3
X			X				6	3
			X					
			X				2	9
X							4	7
X		X					5	6

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
sterker richten op ontwikkeling produkten van spitstechnologie		X	X			
— Contribution des fonds structurels à l'emploi et à la formation profes- sionnelle. — <i>Bijdrage structuur- fondsen aan werkgelegenheid en beroepsopleiding</i>	X			X		
— Réalisation d'un marché européen du travail et de l'éducation (mobili- té main-d'œuvre et professions; abolition des barrières). — <i>Tot- standbrenging van een Europese arbeids- en opleidingsmarkt (mobi- liteit arbeidskrachten en beroepen; doorbreken van barrières)</i>	X		X			
— Application de la Charte sociale européenne (normes minimales de protection du travail). — <i>Toepas- sing van het Europees Sociaal Handvest (minimale normen voor arbeidsbescherming)</i>			X	X		
— Résoudre rigidités du côté de l'offre et de la demande du marché du travail (meilleur fonctionnement du marché du travail). — <i>Verhel- pen stroef functioneren vraag en aanbod op arbeidsmarkt (betere werking arbeidsmarkt)</i>	X		X			
— stimuli aux chômeurs pour ac- céder plus vite au marché du travail (conditions d'allocations de chômage plus sévères). — <i>stimulansen aan werklozen om sneller op arbeidsmarkt te ko- men (strengere voorwaarden voor werkloosheidsuitkeringen)</i>						
— mesures plus sévères dans le système d'assurance incapacité de travail. — <i>strengere maatre- gelen in regeling verzekering ar- beidsongeschiktheid</i>						
— une plus grande sélectivité dans les dépenses sociales (sé- curité sociale). — <i>grote selectiviteit in sociale uitgaven (so- ciale zekerheid)</i>	X		X			
— Abolition de la discrimination structurelle des femmes sur le marché du travail. — <i>Afschaffing van de structurele discriminatie van vrouwen op de arbeidsmarkt</i> ..			X			
— Pacte social au niveau européen (dialogue). — <i>Sociaal pact op Eu- ropees niveau (dialoog)</i>	X			X		
— Création des structures de con- certation sociale (CE). — <i>Instel- ling structuren voor sociaal overleg (EG)</i>	X					
— Sauver l'acquis social. — <i>Sociaal acquis behouden</i>				X		
— Implication des régions. — <i>Betrek- ken van regio's</i>						
— Politique de revenus (protéger pou- voir d'achat). — <i>Inkomensbeleid (beschermen koopkracht)</i>		X		X		X

Mesures proposées — Voorgestelde maatregelen	Belgique — België	Danemark — Denemarken	Allemagne — Duitsland	Grèce — Griekenland	Espagne — Spanje	France — Frankrijk
— Paramètre sur le travail et l'emploi. — <i>Parameter op arbeid en werkgelegenheid</i>						
— Nécessité de mener une politique sociale au niveau européen si nécessaire à 11 (protocole social). — <i>Noodzaak om een sociaal beleid te voeren op Europees vlak, zo nodig met 11 (sociaal protocol)</i>						
— Traitement fiscal équilibré entre capital et travail. — <i>Evenwichtige fiscale behandeling van kapitaal en arbeid</i>	X					
— Engagement création d'emploi au niveau de l'entreprise (en contrepartie d'une réduction du coût du travail). — <i>Verbintenis om arbeid te scheppen in onderneming (als tegenprestatie voor vermindering arbeidskosten)</i>		X				
— Résoudre déficit social. — <i>Wegwerking sociaal tekort</i>						
— Développement programmes d'emploi entre Gouvernement et partenaires sociaux. — <i>Opstellen werkgelegenheidsprogramma's door regering en sociale partners</i>	X					

Irlande <i>Ierland</i>	Italie <i>Italië</i>	Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Pays-Bas <i>Nederland</i>	Portugal <i>Portugal</i>	Royaume Uni <i>Verenigd Koninkrijk</i>	Parlement européen <i>Europees Parlement</i>	Fréquence <i>Frequentie</i>	Priorité <i>Prioriteit</i>
	X						1	
						X	1	
							1	
	X						1	
							1	
							1	

ANNEXE III

Note de travail

Synthèse des contributions nationales

Base de discussion de la COSAC

L'EMPLOI

Les moyens d'action de la Communauté européenne se résument de la façon suivante :

- emploi des fonds structurels;
- adoption de directives;
- effet catalyseur au niveau des différentes initiatives nationales.

La COSAC devra garder à l'esprit le caractère limité de ces instruments dans l'évaluation des moyens d'action proposés.

EVALUATION DE LA SITUATION ACTUELLE

L'équilibre recherché traditionnellement en Europe entre la croissance économique, la création d'emplois et la protection sociale se trouve aujourd'hui fondamentalement remis en question. En effet, l'ampleur du chômage actuel, que l'on doit en partie considérer comme structurel et échappant à l'influence des mesures purement nationales, nécessite une approche fondamentalement neuve et volontariste.

Une politique volontariste devrait par exemple encourager des modèles d'investissements par le secteur privé dans lesquels la création d'emplois n'est pas systématiquement subordonnée aux hausses de productivité.

De manière générale, la croissance économique ne va pas nécessairement de pair avec une croissance proportionnelle du volume de travail. Le rapport entre croissance et création d'emplois est par ailleurs moins favorable en Europe qu'aux Etats-Unis et au Japon. La qualité des emplois (protection sociale, stabilité) en Europe est cependant nettement supérieure à celle des emplois aux Etats-Unis. Cet acquis n'est pas négligeable.

MESURES PRECONISEES

I. La compétitivité de nos entreprises, y compris le coût du travail

Deux approches du problème s'imposent à première vue. La croissance étant trop modeste, l'on peut envisager diverses mesures tendant à l'encourager. Par ailleurs, constatant que le volume de l'emploi est nettement insuffisant par rapport au nombre de travailleurs potentiels, l'on peut décider d'agir sur les mécanismes de création d'emplois.

De même, afin de faire face à la concurrence de pays où les coûts de production sont faibles, l'on peut :

a) essayer de les concurrencer en réduisant nos salaires et nos coûts de protection sociale;

b) leur refuser l'accès à notre marché.

BIJLAGE III

Werkdocument

Synthese van de nationale bijdragen

Discussiebasis van de COSAC

WERKGELEGENHEID

De Europese Gemeenschap kan, kort samengevat, optreden via :

- de aanwending van de structuurfondsen;
- de goedkeuring van richtlijnen;
- de bevordering van de diverse nationale initiatieven.

Bij de evaluatie van de voorgestelde actiemiddelen moet de COSAC rekening houden met het gegeven dat die instrumenten slechts een beperkte reikwijdte hebben.

EVALUATIE VAN DE HUIDIGE TOESTAND

Europa heeft altijd al een evenwicht nagestreefd tussen economische groei, sociale bescherming en het scheppen van werkgelegenheid. Thans dreigt dat evenwicht grondig te worden verstoord. Het huidige hoge werkloosheidscijfer, dat ten dele te wijten is aan structurele oorzaken en waarop louter nationale oplossingen geen vat hebben, vereist immers een fundamenteel nieuwe en voluntaristische aanpak.

Zo behoort een voluntaristisch beleid bijvoorbeeld steun te verlenen aan investeringen door de particuliere sector, waar het scheppen van banen niet systematisch afhankelijk is van produktiviteitsverhogingen.

Doorgaans gaat economische groei niet noodzakelijk samen met een evenredige toename van het aantal banen. In Europa ligt de verhouding groei/werkverschaffing overigens een stuk lager dan in de Verenigde Staten en Japan. De kwaliteit van de banen in Europa (sociale bescherming, stabiliteit) ligt daarentegen merkkelijk hoger dan in de Verenigde Staten. Die verworvenheid is niet zonder belang.

VOORGESTELDE MAATREGELEN

I. Concurrentievermogen van onze ondernemingen, inclusief arbeidskosten

Men kan het vraagstuk *prima facie* op twee manieren benaderen. Om een te geringe groei aan te zwengelen zijn diverse maatregelen denkbaar. Aangezien de werkgelegenheid duidelijk ontoereikend blijkt te zijn om het aantal potentiële werknemers op te vangen, kan worden beslist in te werken op de mechanismen die nieuwe banen scheppen.

Om het hoofd te bieden aan de concurrentie uit de lage-lonenlanden kan tevens worden overwogen :

a) te proberen in concurrentie met die landen te treden via het terugschroeven van onze lonen en de kosten van onze sociale bescherming;

b) die landen de toegang tot onze markten te ontfangen.

Aucune de ces approches ne paraît cependant appropriée :

- a) la modération salariale est nécessaire mais l'Europe aura toujours des salaires supérieurs à ceux de ses concurrents;
- b) le protectionnisme ne tient pas compte du fait que la concurrence s'exerce également à l'exportation c'est-à-dire sur les marchés extérieurs.

1. Mesures fiscales

Il convient de diminuer les impôts auxquels les entreprises sont soumises (notamment en matière d'imposition des bénéfices afin de favoriser les investissements) et d'harmoniser la législation en matière de fiscalité. De manière générale, les charges pesant sur les entreprises doivent être minimales, à l'exception de celles qui ont trait à la protection de l'environnement.

L'on peut envisager un recours accru aux taxes de protection de l'environnement, à condition qu'elles soient tolérables sur le plan social et sur le plan de la concurrence et neutres sur le plan du produit.

Il faudrait également éliminer la réglementation transitoire pour l'impôt sur le chiffre d'affaires pour les prestations transfrontalières.

2. Maîtrise des coûts sociaux

Le coût du travail doit être réduit. A cause du niveau des prélèvements obligatoires dans la plupart des états membres, le coût du travail a atteint un niveau prohibitif par rapport aux autres facteurs de production. Des mesures fiscales devraient également être envisagées afin de neutraliser le coût budgétaire de la diminution des prélèvements obligatoires touchant le travail.

Les réformes à mettre en œuvre dans les pays membres de la Communauté devraient viser à exclure du coût des charges sociales tous les éléments financés par le biais de cotisations sans lien direct avec la sécurité sociale. Le modèle social propre à l'Europe, caractérisé par l'existence d'une protection sociale limitant le taux de pauvreté, doit cependant être sauvegardé.

Enfin, le rapport entre productivité et coût salarial est plus favorable dans le secteur des services. L'abaissement du coût salarial dans ce secteur permettrait d'exploiter d'importants gisements d'emplois.

3. Politique monétaire

Des taux d'intérêt stables et modérés permettraient de rendre nos entreprises plus compétitives, allégeraient leurs charges financières et encourageraient les investissements. Par ailleurs, deux tentations devraient être évitées :

- les dévaluations compétitives pratiquées par certains états membres aux dépens de leurs partenaires au sein de la CE;
- une mauvaise utilisation des taux de change flottants au sein des marges de fluctuation élargies du SME.

4. Recherche et développement

De nombreuses délégations se préoccupent de résorber le retard dans le domaine de la recherche et du développement, notamment en matière de technologie d'avenir (micro-électronique, biotechnologie).

Geen van beide methodes lijkt evenwel aangewezen :

- a) loonmatiging is noodzakelijk, maar de salarissen in Europa zullen hoe dan ook altijd hoger zijn dan in de concurrerende landen;
- b) protectionisme gaat voorbij aan het feit dat de concurrentie ook een invloed heeft op de uitvoer en bijgevolg op de buitenlandse markten.

1. Fiscale maatregelen

De door de ondernemingen verschuldigde belastingen, met name de belasting op de winsten, moeten omlaag, om op die manier de investeringen te stimuleren. Ook de fiscale wetgeving is aan harmonisatie toe. Over het algemeen behoren de lasten van de ondernemingen zo klein mogelijk te zijn, met uitzondering van de kosten voor milieubescherming.

Het valt te overwegen om vaker een beroep te doen op milieuheffing, op voorwaarde dat ze sociaal en concurrentieel aanvaardbaar zijn en geen weerslag op het produkt hebben.

Voor grensoverschrijdende prestaties dient bovendien de overgangsregeling inzake de omzetbelasting te worden opgeheven.

2. Beheersing van de sociale uitgaven

De arbeidskosten moeten omlaag : ten gevolge van de hoge verplichte heffingen in de meeste Lid-Statens liggen die kosten immers te hoog ten opzichte van de overige produktiefactoren. Voorts dienen fiscale maatregelen in overweging te worden genomen ter compensatie van het budgettaire tekort dat door de verlaging van de verplichte heffingen op arbeid werd veroorzaakt.

De hervormingen die in de Lid-Statens van de Unie ten uitvoer moeten worden gelegd, behoren uit de sociale-zekerheidskosten alle elementen te weren die worden betaald met bijdragen die geen directe band hebben met de sociale zekerheid. Het Europese sociale model, gekenmerkt door een sociale bescherming die de armoede binnen de perken houdt, dient evenwel gevrijwaard te worden.

Tot slot noteert men in de dienstensector een gunstiger verhouding tussen produktiviteit en loonkosten. Een verlaging van de loonkosten in die sector kan tal van nieuwe banen scheppen.

3. Monetair beleid

Stabiele en lage rentevoeten kunnen het concurrentievermogen van onze ondernemingen verhogen, hun financiële lasten drukken en hun investeringen aanzwengelen. Bovendien mag men niet toegeven aan twee verlokkingen, met name :

- de competitieve devaluaties die sommige Lid-Statens doorvoeren, ten nadele van hun partners binnen de EU;
- een oneigenlijk gebruik van de vlottende rentevoeten binnen de ruimere schommelmarges van het EMS.

4. Wetenschappelijk onderzoek en ontwikkeling

Het wegwerken van de achterstand inzake onderzoek en ontwikkeling, meer bepaald op het gebied van toekomstgerichte technologieën (micro-elektronica, biotechnologie) is voor tal van delegaties een punt van zorg.

Les Etats-membres de la Communauté sont invités à améliorer les conditions pour la recherche et le développement, notamment en coordonnant plus efficacement les mesures de promotion de la recherche et du développement à l'échelle européenne et à favoriser le transfert de technologie entre les organismes de recherche et les entreprises.

5. Infrastructure

Il serait judicieux d'améliorer la compétitivité des moyens de transport respectueux de l'environnement (voies ferroviaires et navigables, y compris les ports). Dans ce contexte, les réseaux transeuropéens et les voies de communication transfrontalières revêtent une importance particulière.

6. Allègement des conditions de travail des entreprises

Nos entreprises sont encore trop soumises à un réseau étroit de réglementations étouffantes et d'obstacles administratifs qui ont en partie pour effet de freiner considérablement leurs investissements.

Il faudrait créer des conditions attrayantes, motivantes et favorables aux petites et moyennes entreprises.

7. Formation

La CE doit actualiser ses programmes de politique de marché du travail. Dans les cas de problèmes structurels graves, cela implique la mise en œuvre d'initiatives communautaires avec un volet « qualification ».

L'élément-clef de toute politique active en matière d'emploi doit être la qualification des salariés menacés par le chômage, qualification préventive indispensable pour la compétitivité de l'économie européenne. Une attention toute particulière devra être accordée à la formation professionnelle, au recyclage ainsi qu'à l'éducation permanente.

II. Les relations extérieures y compris les politiques commerciales et la lutte contre le dumping social, environnemental et salarial, etc., de même que la problématique du GATT et l'ouverture de nos marchés aux produits d'Europe de l'Est

Les exportations de nos entreprises sont encore trop destinées à la CE. Les marchés en forte expansion (Sud-est asiatique) sont trop faiblement représentés.

Il faudrait définir une véritable politique industrielle communautaire rompant avec la stricte application des règles de la concurrence interprétées dans une optique « ultra libérale ».

1. Conclusion rapide de l'Uruguay Round

La stagnation du commerce extérieur de la CE est en partie imputable à la récession mondiale (à l'exception des pays de l'est asiatique) ainsi qu'aux négociations du GATT au point mort depuis deux ans. En cas de succès des négociations, le volume des échanges mondiaux augmente-

De Lidstaten van de Unie worden uitgenodigd erop toe te zien dat onderzoek en ontwikkeling onder gunstiger omstandigheden kunnen verlopen, met name door de maatregelen ter bevordering van onderzoek en ontwikkeling efficiënter te coördineren op Europese schaal en de doorstroming van technologie tussen de onderzoeksinstituten en de bedrijven te stimuleren.

5. Infrastructuur

Men zou er goed aan doen de milieuvriendelijke vervoermiddelen (spoor- en waterwegen met inbegrip van de havens) concurrentiëler te maken. In dat verband zijn de transeuropese netten en de grensoverschrijdende verkeerswegen erg belangrijk.

6. Het creëren van minder stringente arbeidsvoorwaarden voor de bedrijven

Onze bedrijven zitten nog te veel geprangd in een keurslijf van beklemmende reglementen en administratieve hindernissen die voor een deel een serieuze domper op hun investeringen zetten.

Kleine en middelgrote ondernemingen kunnen alleen gedijen in een aantrekkelijk, motiverend en gunstig klimaat.

7. Opleiding

De EU moet haar programma's inzake werkgelegenheidsbeleid moderniseren. Wanneer serieuze structurele problemen rijzen, impliceert die updating dat op het vlak van de Unie initiatieven worden genomen die ook een onderdeel « vakopleiding » zouden omvatten.

De voor het concurrentievermogen van de Europese economie onontbeerlijke preventieve kwalificatie van de met werkloosheid bedreigde werknemers dient ieder actief werkgelegenheidsbeleid te schragen. Daarbij moet vooral aandacht worden besteed aan beroepsopleiding, omscholing en permanente educatie.

II. De betrekkingen met landen buiten de Unie, met inbegrip van het handelsbeleid en de bestrijding van dumping op het gebied van maatschappelijke voorzieningen, lonen en milieu, het GATT-probleem en het openen van onze markten voor produkten uit Oost-Europa.

De export van onze bedrijven is nog te veel op de EU gericht en de markten die in volle expansie verkeren (Zuid-oost-Azië) komen op dat gebied veel te weinig aan hun trekken.

De unie zou een volwaardig industrieel beleid dienen uit te stippelen dat resoluut afstapt van een vanuit een « ultraliberale » invalshoek bekeken strenge toepassing van de mededingingsregels.

1. Spoedige afronding van de Uruguay-Round

De stagnatie van de buitenlandse handel van de EU is voor een deel te wijten aan de wereldwijde recessie (behalve in de Oostaziatische landen), alsmede aan het feit dat de GATT-onderhandelingen al twee jaar in het slop zitten. Wanneer die onderhandelingen met succes kunnen worden

rait de 4 à 5 % et contribuerait au rétablissement des économies nationales dans la CE.

Les négociations du GATT, dans le cadre de l'Uruguay Round, doivent donc être menées à bonne fin sous peine d'aggravation du chômage en Europe. Les aspects sociaux et environnementaux du commerce international pourraient ensuite être examinés lors de prochaines discussions multilatérales.

2. Renforcement des moyens commerciaux défensifs

Les accords à caractère obligatoire prévus par le GATT doivent être respectés par tous les protagonistes et le système de commerce mondial multilatéral doit être renforcé.

La CE doit absolument se doter de moyens commerciaux défensifs, opérationnels et efficaces, qui permettent de prendre des sanctions rapides et effectives notamment afin de se prémunir contre une concurrence malsaine résultant de pratiques comme le dumping salarial, social ou environnemental (règles anti-subsides ou de sauvegarde, mesures anti-dumping, restriction à l'importation).

L'Europe pourrait se doter d'une « section 301 », c'est-à-dire d'un instrument de défense commerciale extérieure à l'égal du dispositif américain ou japonais, suffisamment dissuasif pour permettre de prendre, dans un délai bref, les mesures provisoires de relèvement des droits de douane au vu du constat objectif d'une accélération anormale d'importations présumant, par son intensité, une pratique déloyale au regard du commerce international.

3. Refus du protectionnisme

Il convient de ne pas céder au protectionnisme à court terme dans nos relations commerciales avec les pays d'Europe centrale et de l'Est mais bien de libéraliser nos échanges commerciaux avec ces pays en leur ouvrant nos marchés. Une telle politique est toute au bénéfice de la CE qui en recueillera, à long terme, les fruits en termes d'emplois et de croissance économique.

Une politique visant à protéger les industriels autochtones en invoquant le dumping salarial, social et environnemental de certains pays susciterait de part et d'autre des pertes de prospérité, et empêcherait précisément les pays incriminés de combler leurs déficits sur le plan social et environnemental.

Il s'agit dès lors d'intensifier les échanges avec les pays d'Europe centrale et orientale, ce qui ouvrira de meilleures perspectives de débouchés pour tous.

4. Création d'une organisation mondiale du commerce (OMC)

Cette organisation, relevant de l'ONU, aurait pour mission de protéger la liberté des échanges dans un cadre adapté aux objectifs que s'étaient fixés les parties contractantes du GATT à Punta del Este. La mise en conformité des législations nationales devrait être obligatoire et l'ad-

afgesloten, zal het volume van het handelsverkeer op wereldschaal toenemen met 4 tot 5 %, wat zal bijdragen tot het herstel van de nationale economieën in de EU.

De GATT-onderhandelingen in het kader van de Uruguay-Round moeten derhalve tot een goed einde worden gebracht, zo niet zal de werkloosheid in Europa nog toenemen. De sociale en de milieugebonden aspecten van de internationale handel kunnen dan tijdens volgende multilaterale besprekingen worden behandeld.

2. Versterking van de verdedigingsmiddelen op het stuk van de handel

De bindende overeenkomsten waarin door de GATT is voorzien, moeten door alle partijen worden nageleefd en het multilaterale handelssysteem op wereldschaal moet worden versterkt.

De EU moet zich op het stuk van de handel absoluut met werkzame en efficiënte verdedigingsmiddelen toerusten, waardoor ze snel en doeltreffend sancties kan nemen, inzonderheid om zich te beschermen tegen de oneerlijke concurrentie die het resultaat is van dumpingpraktijken inzake lonen, de sociale zekerheid of het milieu (maatregelen tegen subsidies of om het behoud te waarborgen, anti-dumpingmaatregelen, beperking van de invoer).

Europa zou ook een « sectie 301 » kunnen oprichten, dat wil zeggen een middel waarmee de buitenlandse handel kan worden verdedigd naar Amerikaans of Japans model, dat afschrikkend genoeg is en dat het mogelijk maakt om op korte tijd voorlopige maatregelen te treffen ter verhoging van de douanerechten. Die verhoging kan er komen als objectief wordt vastgesteld dat de invoer abnormaal snel toeneemt, zodat het vermoeden rijst dat er oneerlijke praktijken op het stuk van de internationale handel in het spel zijn.

3. Afwijzing van het protectionisme

We mogen op korte termijn niet toegeven aan het protectionisme in onze handelsbetrekkingen met de landen van Centraal- en Oost-Europa. We moeten daarentegen het handelsverkeer met die landen vrijmaken door onze markten voor hen open te stellen. Een dergelijk beleid komt ten goede aan de EU die daar op lange termijn op het stuk van de werkgelegenheid en de economische groei de vruchten van zal plukken.

Wanneer we een beleid voeren dat erop is gericht de eigen industrie te beschermen en dat beleid rechtvaardigen door te wijzen op de dumpingpraktijken van andere landen op het stuk van de loonkosten, de sociale zekerheid en het milieu, dan zal aan weerskanten de welvaart dalen en zullen uitgerekend de landen die met de vinger gewezen worden het moeilijk krijgen om hun tekortkomingen op het gebied van de sociale zekerheid en het milieu te verhelpen.

Daarom moeten we het handelsverkeer met de landen van Centraal- en Oost-Europa opvoeren, waardoor er voor iedereen betere afzetmogelijkheden ontstaan.

4. Oprichting van een Wereldorganisatie voor de handel (WOH)

Die organisatie die onder de VN ressorteert, zou tot taak krijgen de vrijheid van het handelsverkeer te beschermen in een kader dat is aangepast aan de doelstellingen die door de overeenkomstsluitende partijen van het GATT in Punta del Este zijn bepaald. De nationale wetgevingen

hesion des pays devrait être globale et non plus sélective au gre des intérêts des uns et des autres.

III. La croissance et sa stimulation, y compris l'opposition aux critères de convergence pour la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire

1. Exécution de l'initiative d'Edimbourg

Il convient d'assurer le suivi de l'initiative de croissance d'Edimbourg, complétée au Conseil européen de Copenhague par des mesures en vue de soutenir l'activité économique à court terme.

Les décisions d'investissement qui, selon les estimations de la Commission européenne, permettraient d'augmenter la croissance dans la CE de 0,6 % et de créer 450 000 emplois nouveaux, doivent être mises en œuvre. Il conviendra de veiller à ce que le Fonds européen d'investissement, pierre angulaire de l'initiative d'Edimbourg, soit ratifié sans tarder par les parlements nationaux.

De même, les fonds structurels, y compris le nouveau Fonds de cohésion, le développement des réseaux transeuropéens, la politique de recherche et de développement, le nouveaux programmes de coopération industrielle, notamment dans le domaine de la technologie environnementale, devront être mis en œuvre sans tarder, de manière à ce que leur effet sur le climat économique ainsi que sur le développement régional soit visible dans les plus brefs délais. L'élaboration de ces programmes, en concertation entre autorités et interlocuteurs sociaux, devra dûment prendre en compte leur impact sur une amélioration durable des perspectives en matière d'emploi.

2. Critères de convergence et mise en œuvre de l'Union économique et monétaire

La stimulation de la croissance au sein de la CE passe par une convergence économique et un faible taux d'inflation qui ne peuvent être atteints sans adhésion totale aux critères de convergence.

Ceci exclut l'assouplissement des critères de convergence dans le but de regrouper le plus grand nombre de pays de la CE dans une union économique et monétaire. Les récents développements au sein du SME montrent à quoi mènent les politiques monétaires et budgétaires différentes des Etats membres. Une UEM avec de trop fortes divergences entre Etats membres sur le plan économique susciterait une migration des facteurs de production et un risque d'inflation dangereux pour la compétitivité au niveau des échanges modiaux.

Il convient également que les Etats membres mènent à l'avenir une politique monétaire et financière axée sur la stabilité, mieux coordonnée et inspirée des critères de convergence prévus par le Traité de Maastricht de façon à réunir les préalables à un retour rapide aux anciennes marges d'intervention étroites du SME avec la participation du plus grand nombre possible de devises.

Des voies s'élèvent aussi contre l'étalement du calendrier convenu; un nouvel essor économique est prévu après 1994 dans les états de la CE qui devraient alors pouvoir remplir les conditions prévues par les critères de convergence.

moeten onderling in overeenstemming worden gebracht en alle landen moeten verplicht lid van de organisatie worden, in plaats van alleen toe te treden wanneer ze er belang bij hebben.

III. De groei en stimulering daarvan, met inbegrip van het verzet tegen de convergentiecriteria voor de inwerkingstelling van de Economische en Monetaire Unie

1. Uitvoering van het initiatief van Edinburgh

Het groei-initiatief van Edinburgh, dat tijdens de Europese Raad te Copenhagen is aangevuld met maatregelen ter ondersteuning van de economische bedrijvigheid op korte termijn, moet concreet worden uitgewerkt.

De beslissingen om te investeren moeten worden uitgevoerd. Volgens de ramingen van de Europese Commissie kunnen die investeringen zorgen voor een stijging van de groei in de EU met 0,6 % en kunnen ze 450 000 nieuwe banen scheppen. De wetgeving betreffende het Europese Investeringsfonds, dat de hoeksteen is van het Initiatief van Edinburgh, moet door de nationale parlementen onverwijld worden geratificeerd.

Voorts moet ook zonder uitstel werk worden gemaakt van de structuurfondsen, met inbegrip van het nieuwe Cohesiefonds, van de ontwikkeling van de transeuropese netwerken, het onderzoeks- en ontwikkelingsbeleid en van de nieuwe programma's voor industriële samenwerking, inzonderheid op het gebied van de milieutechnologie, zodat de invloed ervan op het economische klimaat, alsmede op de ontwikkeling van de regio's zo snel mogelijk merkbaar wordt. Bij de uitwerking van die programma's moeten de overheden overleg plegen met de sociale partners en moet er op worden toegezien dat die programma's voor een duurzame verbetering van de vooruitzichten inzake werkgelegenheid kunnen zorgen.

2. Convergentiecriteria en inwerkingstelling van de Economische en Monetaire Unie

Voor het stimuleren van de groei binnen de EU zijn economische convergentie en een laag inflatiepercentage nodig, die onmogelijk kunnen worden bereikt wanneer we ons niet integraal aan de convergentiecriteria houden.

Een versoepeling van de convergentiecriteria om zoveel mogelijk landen van de EU in een economische en monetaire unie onder te kunnen brengen is derhalve uitgesloten. De recente ontwikkelingen binnen het EMS tonen al wat er gebeurt wanneer de Lidstaten allemaal een verschillend munt- en begrotingsbeleid voeren. Wanneer er in het EMU op economisch gebied te sterke verschillen tussen de Lidstaten optreden, wijken de productiefactoren uit en dreigt er inflatie, waardoor het concurrentievermogen in het handelsverkeer op wereldschaal in het gedrang komt.

De Lidstaten moeten in de toekomst een beter gecoördineerd en op stabiliteit gericht monetair en financieel beleid voeren dat steunt op de convergentienormen van het Verdrag van Maastricht, zodat de voorwaarden worden vervuld om snel terug te keren naar de vroegere nauwe interventiemarges van het EMS, waarvan zoveel mogelijk valuta deel uitmaken.

Er gaan ook stemmen op tegen de spreiding van het afgesproken tijdschema; voor de EU-Lidstaten wordt een economische heropleving na 1994 voorspeld. Die landen zouden op dat ogenblik de voorwaarden van de convergentienormen moeten kunnen vervullen.

IV. Le modèle européen plus global, y compris le partage du travail disponible, la valorisation du temps libre etc.

1. Le gain de productivité futur devra être utilisé pour améliorer la qualité de la vie et pour *créer des emplois*, non pas essentiellement pour améliorer sur le plan quantitatif les habitudes de consommation de ceux qui possèdent déjà un emploi. Il s'agira de faciliter les créations d'emplois dans le secteur des services et dans le secteur de l'environnement.

2. Les droits fondamentaux définis par la *Charte sociale européenne* doivent être concrétisés.

Les mesures relatives à la politique du marché de l'emploi, la libre circulation, la protection sociale, l'égalité de traitement entre hommes et femmes, la protection du travail, etc., mises en œuvre dans le cadre du programme d'action présenté par la Commission de la CE en vue de l'application de la Charte sociale doivent être développées afin de rapprocher progressivement les conditions de travail et les conditions de vie dans les états membres de la CE.

3. Une plus large place devrait être réservée au problème posé par le pourcentage élevé de femmes *sans travail*.

4. *Le partenariat entre universités et entreprises* doit être intensifié notamment dans les technologies de pointe et la protection de l'environnement.

5. Il s'agit de garantir les *droits des personnes âgées* grâce à des concepts appropriés mais en tenant compte des conditions de financement des divers systèmes de sécurité sociale.

Le modèle social européen, qui existe sous différentes formes dans les états membres, doit être *maintenu*. Il est néanmoins évident que l'augmentation du chômage, l'abaissement des coûts et la recherche d'une plus grande compétitivité impliqueront des réajustements mineurs.

6. *La flexibilité* du marché du travail est une condition nécessaire pour augmenter l'intensité en emploi de la croissance. Cette flexibilité peut s'accompagner d'une meilleure redistribution du travail. Diverses formules peuvent être prises en considération :

a) *L'aménagement du temps de travail*

- temps partiel avec une réduction proportionnelle du salaire et une protection sociale suffisante;
- diminution de la durée du travail dans le cadre d'une meilleure utilisation de l'appareil de production (travail en équipes, travail de nuit, équipes de week-end);
- temps partiel avec maintien du pouvoir d'achat et de la protection sociale.

b) *La carrière « à la carte »*

- interruption de carrière;
- préretraite à temps partiel;
- emplois d'insertion avec diminution des charges sociales destinée à compenser le manque de productivité et les coûts de formation.

c) *Organisation du travail*

- encouragement du travail temporaire;
- augmentation des contrats à durée déterminée;
- réduction du coût de licenciement et d'embauche.

IV. Een meeromvattend Europees model, de verdeling van de beschikbare arbeid, de valorisatie van de vrije tijd, enz.

1. De produktiviteitswinst zal in de toekomst moeten worden aangewend om de levenskwaliteit te verbeteren en *werkgelegenheid te scheppen*, en niet in de eerste plaats om het consumptiegedrag van wie reeds werk heeft verder te stimuleren. Werkgelegenheid scheppen in de dienstensector en in de milieusector moet makkelijker worden.

2. De fundamentele rechten die in het *Europees sociaal handvest* zijn neergelegd, moeten worden verwezenlijkt.

De beleidsmaatregelen op het stuk van de arbeidsmarkt, het vrij verkeer, de sociale bescherming, de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, de bescherming van de arbeid, enz., die werden genomen in het raam van het actieprogramma dat door de EU-Commissie werd voorgesteld met het oog op de toepassing van het sociaal handvest, moeten worden uitgebreid opdat de arbeids- en levensomstandigheden in de verschillende EU-Lidstaten beter op mekaar zouden worden afgestemd.

3. Er zou meer aandacht moeten worden besteed aan het probleem van de hoge *werkloosheid* bij vrouwen.

4. *Het partnership tussen universiteiten en bedrijven* moet intensiever worden, zeker op het stuk van de spits-technologie en van de milieubescherming.

5. De *rechten van de bejaarden* moeten veilig worden gesteld aan de hand van aangepaste concepten waarbij tegelijkertijd rekening wordt gehouden met de financieringsprijzen van de verschillende sociale-zekerheidsstelsels.

Het Europese sociaal model, dat in de Lidstaten verschillende vormen aanneemt, moet worden *behouden*. Toch spreekt het voor zich dat er kleine aanpassingen zullen nodig zijn om het hoofd te bieden aan een grotere werkloosheid, de kosten te verlagen en een grotere concurrentiekracht na te streven.

6. *De flexibilitéit* van de arbeidsmarkt is een noodzakelijke voorwaarde opdat de groei van de economie ook meer arbeidsplaatsen kan scheppen. Die flexibilitéit kan gepaard gaan met een betere herverdeling van de arbeid. Verschillende formules kunnen in aanmerking komen.

a) *Herschikking van de arbeidstijd*

- deeltijdarbeid met een proportionele verlaging van het salaris en voldoende sociale bescherming;
- vermindering van de arbeidstijd in het raam van een betere aanwending van het produktieapparaat (ploegenwerk, nachtwerk, weekendploegen);
- deeltijdarbeid met behoud van koopkracht en van de sociale bescherming.

b) *Loopbaan « à la carte »*

- loopbaanonderbreking;
- deeltijds brugpensioen;
- ingroeibanen met een vermindering van de sociale lasten om de verminderde produktiviteit en de opleidingskosten te compenseren.

c) *Organisatie van de arbeid*

- aanmoediging van deeltijdarbeid;
- meer contracten van bepaalde duur;
- verlaging van de kosten bij ontslag en aanwerving.

De tels développements doivent se situer dans le cadre d'un contexte social qui prévoit le maintien de garanties nécessaires, sans augmenter le coût du travail. Ils doivent faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux.

Dergelijke ontwikkelingen moeten zich voordoen in een sociale context waarin de nodige garanties behouden blijven, zonder dat daarom de arbeidskosten stijgen. Daarvoor moet met de sociale partners worden onderhandeld.